le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Mexique

Sous les pavés...

M 02137 - 1457 - F: 2,00 €

2€

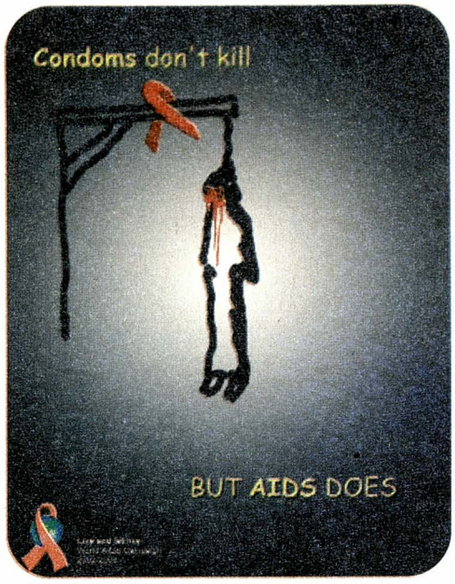
ISSN 0026-9433

« Le privilège des grands c'est de voir les catastrophes d'une terasse. »

Giraudoux

hebdo n° 1457

du 30 novembre au 6 décemre 2006



L'autruche, par F. Ladrisse, *page 5*

Mexique en lutte, par A. Stevens, *page 6*

Vingt ans après la mort de **Malik Oussekine,** par M. Rajfus, *page 7*

Brèves de combat, *page 8*

Rencontre entre des collégiens et un séropositif, par P. Schindler, *page 9*

Catastrophisme et idéologie **dominante,** par P. Pelletier, *page 11*

Le **travail** mot à maux, par Thierry, *page 14*

La **révolution** hongroise en 1956, par Thierry, *page 15*

Libertad : la révolte c'est la vie, par F. Roux, *page 17*

Jeanne Cherhal, chanteuse solide, par Rebecca, *page 20*

La revue ***Mortibus,*** le numéro 2, par F. Ollier, page 20

La **classe ouvrière** et la caméra, par S. Chemin, *page 21*

Radio libertaire, *page 22*

Agenda, *page 23*

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

Les dirigeants des transnationales, véritables Moloch des temps actuels, se foutent pas mal de qui sera l'élu de la prochaine élection présidentielle. Alimentant, sous le couvert de leurs frais professionnels, les différentes campagnes, de droite comme de gauche, ils dictent aux candidats le cadre de leurs élucubrations populistes. Tout ce qui leur importe est de pouvoir continuer la gestion de l'économie sans aucune entrave sociale. Il n'est point de semaine sans que l'on nous annonce la suppression de plusieurs milliers d'emploi. Le travailleur français ne serait, si l'on en croit les analystes économiques ayant chapitre dans les médias institutionnels, pas assez concurrentiel, trop cher, trop peu productif. Il est vrai que si l'on fait la comparaison avec les travailleurs chinois travaillant 72 heures par semaine pour un salaire mensuel de 60 euros, même en travaillant au Smig 39 heures par semaine, nos travailleurs pauvres ne peuvent tenir la comparaison, ils sont dans les choux — seul légume qui en Chine est mis gracieusement à la disposition des habitants, pour lequel les marxistes-léninistes appliquent le principe de la prise au tas. Nous ne sommes pour ces crapules que des producteurs-consommateurs, et non des individus. Si on fait la comparaison avec la société athénienne qu'ils prennent comme modèle pour leur démocratie, les seuls citoyens véritables, qui ont accès aux décisions, sont les « entrepreneurs », nous autres travailleurs n'étant considérés que comme les esclaves de l'époque. Le suffrage universel n'est qu'un leurre censé nous faire croire que nous participons à notre propre exploitation, alors que les choix qu'ils nous proposent ne nous laissent aucune chance pour renverser leur système de domination, hormis le processus naturel d'une révolution sociale!

Cependant, au Mexique, les populations se révoltent. Les habitants des États du sud cherchent à reprendre le contrôle de leur destinée face à l'imbroglio politique suivant l'élection présidentielle, où le candidat du parti révolutionnaire démocratique – scission du parti révolutionnaire institutionnel – a été évincé au profit du candidat du parti d'action nationale, pour cause de fraude par trop voyante. Le gouverneur d'Oaxaca (Pri), objet de l'ire de la population, a déclaré que seul Dieu pouvait le destituer; ce qui n'a pas manqué d'affoler l'évêque du coin qui se veut le seul représentant du dénommé Dieu sur son diocèse. L'assemblée populaire du peuple d'Oaxaca appelle maintenant à constituer l'Assemblée populaire des peuples du Mexique, où les prises de décision n'émaneront plus de cercles restreints de dirigeants, mais seront le fruit d'une organisation horizontale entre les différentes assemblées populaires. Ici comme là-bas, aujourd'hui plus qu'hier et bien moins que demain, une seule solution: la révolution!

Entretien avec un leader de l'APPO

Le mouvement social d'Oaxaca résiste désormais depuis plusieurs mois au pouvoir en place.
Flavio Sosa, un des leaders de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO), fut interviewé le 4 novembre par Hernán Ouviña pour le journal *Rebelión*. Nicole Thé nous en a traduit quelques extraits.
L'intérêt de l'entretien ne réside pas dans l'information sur les événements, mais sur la façon dont Flavio, et plus largement au moins une partie de l'APPO, se pose concrètement les problèmes de « que faire » et « comment » dans un contexte où un vaste mouvement social local s'est construit et a grossi en dehors de tout plan préétabli, a montré ses potentialités mais aussi ses risques d'épuisement.
Il n'y a pas de propos explicitement libertaires dans cet entretien, mais ils permettent de réfléchir à la façon dont un mouvement social peut, dans le contexte d'aujourd'hui, mettre concrètement à l'ordre du jour la transformation sociale radicale.

Comment est née l'APPO?
Depuis l'époque préhispanique, il y a à Oaxaca une forte tradition d'assemblées. Dans les communautés, l'assemblée populaire est l'autorité suprême. L'APPO est née pour jouer le rôle d'assemblée des assemblées, comme chez les Zapotèques, les Mixtèques, les Mixes et les autres peuples originaires de l'État. Elle s'est créée à la suite de la brutale répression de juin contre les instituteurs en lutte comme un exercice de démocratie participative des différents peuples, communautés, organisations intéressées à prendre part au mouvement.

C'est vrai que l'APPO est constituée de plus de 350 organisations?
Oui. Dans un premier temps, il y en a des centaines, et d'une grande diversité. À l'origine, l'APPO est une réponse populaire à l'agression subie par les enseignants et pour la poursuite d'un objectif commun, à savoir la chute du gouverneur du Pri Ulises Ruiz. Par la suite, l'idée a fait son chemin de ne pas se battre seulement pour faire tomber le gouverneur, mais pour chercher à changer les conditions de vie dans le pays, pour transformer la structure juridique de notre État, pour réformer les lois, en jetant les bases d'un nouveau rapport entre la société et le gouvernement. Dans cette perspective, nous avons fait deux grands exercices très intéressants, avec la participation d'intellectuels, d'universitaires, de religieux, de différentes organisations, qui ont discuté de quelles réformes a besoin Oaxaca, de jusqu'où il faut aller dans le projet d'État, du type de gouvernement que nous voulons. C'est un des axes de l'activité de l'APPO. L'autre axe, ce sont les mobilisations de rue, qui ont fini par se transformer en un mouvement pacifiste, mais qui s'est montré capable de répondre à des agressions comme celle de la PFP (Police fédérale préventive).

Comment s'est constituée la direction de l'APPO, et quelles sont ses relations avec la base?
La direction est issue de l'assemblée générale du 20 juin. Nous parlons à son sujet de « direction collective provisoire ». Nous faisons en sorte que soient représentées aussi bien les différentes régions que les organisations les plus actives au sein du mouvement, parce qu'il y a de fait différents niveaux de participation. Il y en a qui sont là momentanément, puis qui se retirent un peu et qui reviennent participer quand il y a des marches ou qu'il faut monter la garde. Certaines organisations sont établies dans des régions lointaines, et pour elles c'est un gros effort de rester dans la ville en permanence. La population de l'État est très dispersée: pour venir de la côte il faut faire dix ou douze heures de voyage, et autant pour rejoindre certaines régions de montagne. Il ne peut pas y avoir de cadre au niveau central qui fonctionne de façon permanente. On y a travaillé à plusieurs occasions, mais la régionalisation de l'APPO n'est pas encore très consolidée. Nous travaillons à faire en sorte que l'APPO puisse toucher l'ensemble des communautés.

Qu'espérez-vous du dialogue amorcé il y a quelques jours dans l'ancien couvent de Santo Domingo?

Dans un premier temps, on a pensé à un espace de dialogue entre l'APPO et la société civile. C'est dans cette idée que ça s'est fait, parce que nous pensions qu'il fallait que cessent les agressions. La Police fédérale préventive est arrivée et, dans certaines cités, elle a commencé à pénétrer chez les leaders populaires et à les arrêter. Nous pensions qu'il fallait que ça s'arrête. C'est comme ça qu'est née l'idée du dialogue dans le couvent. On dialogue avec l'autorité ecclésiastique ici, à Oaxaca. Ils nous ont posé une série de conditions. Dans un premier temps, on s'est dit d'accord, même si on les trouvait excessives, car il est urgent que la paix revienne à Oaxaca. Dans un deuxième temps, après la bataille de l'université, le rapport de forces a changé, et l'état d'esprit des gens aussi, ce qui a modifié les perspectives. Comme on a mis en échec la PFP, son existence est maintenant mise en discussion au niveau politique: une police anti-émeutes qui est incapable de maîtriser une émeute, ça ne sert à rien. Cela nous place dans une position cruciale dans la lutte politique nationale, et même si nous pensons que la paix est effectivement une urgence, nous ne sommes plus autant sur la défensive. Nous pouvons penser à l'offensive.

Dans l'échange de points de vue que nous avons eu avec les organismes de la société civile – ceux avec qui nous pensions dialoguer à l'origine – ceux-ci nous ont demandé de leur donner la possibilité de travailler cet espace de dialogue. Nous allons donc amorcer ce dialogue.

Le gouvernement fédéral sera-t-il représenté?

Je ne crois pas. L'APPO peut choisir d'y participer ou pas. Nous demandons à pouvoir parler avec eux. Qu'ils nous écoutent. S'ils disent: « Il n'est pas nécessaire que vous parliez », nous le respecterons. Nous allons laisser cet espace à la société civile. Nous pensons que c'est un espace important, qu'il nous aidera à trouver la voie de la paix et de la réconciliation.

Nous avons aussi une proposition de dialogue direct avec le président Fox, mais nous exigeons que nos prisonniers soient remis en liberté et que la Police fédérale préventive s'en aille. La solution du conflit passe par la destitution d'Ulises Ruiz et par des accords pour des changements à Oaxaca.

Ça a un sens de dialoguer avec un président qui est sur le départ?

Pour nous, il est urgent d'ouvrir le dialogue, mais dans des conditions de liberté, pas avec un pistolet sur la tempe. C'est urgent parce que ce sera peut-être le dernier jour de son mandat que le problème se réglera. Nous, ce dont nous avons besoin, c'est que Ruiz s'en aille. Ça ferait baisser la tension qu'il y a actuellement à Oaxaca. Il y aurait alors moyen de dialoguer dans un climat moins tendu.

Vous ne pensez pas qu'ils pourraient mettre un autre personnage du même genre à la place de Ruiz?

Non, parce que Oaxaca ne le permettrait pas, et ils le savent. Le jour où Ruiz va tomber, ce sera la fête à Oaxaca. Plein de gens qui n'ont pas pris parti pour nous vont descendre dans la rue en criant: « On a gagné! J'étais avec vous! » Nous avons déjà observé ce phénomène à l'occasion des mégamarches.

Ça correspond à un choix précis, le fait de ne pas se servir d'armes à feu?

Bien sûr. Nous avons appelé les gens à ne pas aller à l'affrontement. Mais nous ne renonçons pas pour autant au droit de nous défendre. S'ils nous agressent, nous répondons avec ce que nous avons sous la main.

S'il n'y a pas de délégation gouvernementale, quel sera l'interlocuteur?

Ce sera un espace de dialogue entre entrepreneurs, universitaires, intellectuels, pour chercher le moyen de parvenir à des solutions. Ce n'est pas un dialogue bilatéral, mais multilatéral. Nous dirons ce que nous pensons de façon à ce qu'entre eux ils parviennent à une conclusion sur les meilleurs moyens d'obtenir que la paix revienne à Oaxaca, que la police s'en aille, et que Ruiz quitte Oaxaca. Du moins c'est notre objectif. Ce que nous attendons de ce dialogue, c'est une forme de sagesse, des propositions, une réflexion profonde. Aucune personne de bon sens ne peut dire qu'à Oaxaca on n'a pas besoin de réformes. Il faut un régime différent, qui fasse moins de pauvres. Nous verrons si nous pouvons nous entendre.

À un moment donné, il y a eu un genre de contrôle politique exercé par l'APPO sur la ville d'Oaxaca. Peux-tu nous parler un peu de cette expérience?

Ça a été une expérience à propos de laquelle certains sont allés jusqu'à parler de « Commune d'Oaxaca ». Fin août-début septembre, on en est arrivé à penser à exercer une sorte de gouvernement populaire. On parlait d'émettre des arrêtés, parce que le mouvement était partout et que l'on sentait sa force. Cependant nous nous sommes dit que c'était un processus sur lequel il serait difficile de revenir, une fois qu'il serait amorcé. Si nous commençons à exercer le gouvernement dans différents sphères de la vie publique, ensuite les gens ne voudront pas faire machine arrière. Nous nous sommes donc dit qu'il fallait le consolider.

Nous, nous pensons qu'il faut réorienter la vie institutionnelle dans une perspective légale, mais en transformant les lois. Nous voulons faire un mouvement réformateur qui devienne révolutionnaire par la profondeur des réformes qu'il engage. Et jeter les bases d'une nouvelle relation société-gouvernement, et de nouvelles bases de développement, en leur donnant un fondement juridique. Mais nous pensons que cela ne passe pas dans l'immédiat par l'exercice d'un gouvernement populaire et démocratique. Ça passe par une réforme de la vie juridique et, dans ce cadre, par la conquête du pouvoir au moyen de la mobilisation et la démocratie directe et participative. On a par exemple discuté de la sécurité publique et du service de nettoyage urbain, qui sont des questions qui prennent de l'importance. On en est même arrivé à proposer de rouvrir les locaux du gouvernement local; mais, après un long débat, on a conclu que ce n'était pas le meilleur moment. Nous sommes pour la chute du gouverneur et pour les réformes et, à moyen terme, pour la conquête du pouvoir populaire et démocratique.

Pensez-vous vous transformer en une sorte de parti politique?

Nous ne savons pas quelle orientation la discussion va prendre, il s'agit d'écouter ce que dit la base. Ce mouvement est né en réponse à une agression brutale, mais il a immédiatement commencé à tout remettre en question. Il remet en question les outils de communication, et il s'en approprie certains. Il remet en question les façons traditionnelles de faire de la politique, et il prétend en proposer de nouvelles. Il remet en question les partis politiques, et il ne permet à aucun parti de le diriger. Il remet en question y compris les groupes dirigeants, et il donne naissance à une direction collective. Il remet en question un mauvais gouvernement, et il projette de s'en débarrasser. À ce stade, il commence à prendre l'aspect d'un mouvement anti-système, et il met la classe politique en émoi. Comment une lutte qui se joue dans la rue peut, dans la pratique, nous amener à nous questionner sur le statu quo, sur la façon de faire de la politique? Alors, si les gens remettent en question toutes les façons traditionnelles de faire

Flavio Sosa

de la politique, nous, nous pensons qu'il faut qu'ils inventent quelque chose de neuf.

C'est vrai que les dirigeants de l'APPO sont tous sous mandat d'arrêt?

C'est vrai. Il semble qu'il y ait plus de 300 mandats d'arrêt. Hier par exemple nous avons appris qu'il y avait un nouvel ordre de perquisition contre Radio Universidad – pour chercher des armes et arrêter certains leaders, on suppose. Nous évitons de nous y rendre pour ne pas leur fournir de prétextes. La répression a été permanente, ils ont lancé des cocktails Molotov dans les maisons des principaux dirigeants de l'APPO… c'est terrible, ça ressemble à un thriller. Ruiz a fait de la terreur une pratique politique. En faisant appel à la police, aux tueurs à gages, et aussi aux juges. Il y a une radio, Radio Ciudadana (nous, nous l'appelons Radio Mapache), qui appelle à poursuivre les dirigeants, qui donne nos signalements, nos adresses… Il y a deux pages sur Internet dont ils se servent pour nous calomnier. Le plus grave, c'est quand ils cherchent à nous associer à la guérilla et au trafic de drogue. Ils cherchent à nous mêler à des délits, faits avec des armes de gros calibre. La chose n'a aucun fondement: il s'agit d'un mouvement populaire, d'une lutte des masses de la rue, celles que l'on trouve partout dans le monde. Ils ont même des spécialistes de la désinformation.

Comment pensez-vous articuler votre lutte avec celles des autres grands mouvements qui existent au Mexique, les zapatistes et le mouvement de soutien à Lopez Obrador?

À Oaxaca, c'est AMLO [Lopez Obrador] qui a gagné. C'est triste à dire, mais pour nous ce n'est pas une priorité. Ça fait déjà six mois qu'on lutte et les gens veulent un retour à la normale à Oaxaca. Il y a un accord avec les partisans d'une transformation démocratique du pays, nous allons voir comment nous le rendons effectif. Mais la priorité est le règlement du conflit à Oaxaca. Les gens ont perdu des emplois, il n'y a plus cours dans les classes, ça crée des problèmes dans les communautés, le secteur de la santé ne fonctionne plus, ça a affecté des tiers aussi, il faut le reconnaître. Les revenus financiers que procurait le tourisme se sont taris. Nous vivons dans une situation d'urgence, il faut résoudre les problèmes locaux. Nous ne négligeons sûrement pas les problèmes nationaux, […] mais nous ne voulons pas nous convertir en avant-garde du mouvement national. Ce n'est pas notre tâche. Les gens ne sont pas sortis dans la rue pour que l'APPO joue ce rôle, ils l'ont fait pour résoudre le conflit local. Nous pourrions donner une impulsion, mais ce serait irresponsable de notre part de vouloir en arriver à une guerre populaire prolongée.

Les autres mouvements eux aussi sont pacifiques.

Nous ne refusons pas d'entrer en relation avec eux. Nous les respectons. Nous considérons qu'il est nécessaire de nous associer à l'Autre Campagne. Plusieurs des organisations qui sont ici y participent, mais je suis sûr que les gens veulent aussi un retour à la normale à Oaxaca.

La fête des morts, ce n'est pas rien à Oaxaca, c'est une très vieille tradition, très enracinée chez nous, et nous la délaissons. Nous la délaissons pour être ici à surveiller ce qui se passe. Les gens ont tout laissé pour participer à la bataille de l'université. Ils ne sont pas sortis dans la rue pour faire la guerre. Ils ont cru qu'ils avaient la possibilité de se débarrasser d'un gouvernement et ils sont sortis pour ça. Les membres du Pri, groupe qui est au pouvoir, eux sont en train de transformer cette lutte en guerre. Nous avons affaire à une armée d'occupation, alors que nous sommes de tradition pacifiste. Oaxaca est un pays de fêtes. Les communautés paysannes vivent elles aussi pour les fêtes. Les gens s'achètent de nouveaux habits pour ce jour, qui est celui où ils font le meilleur repas… C'est dans cette logique-là qu'ils pensent.

Les gens ne sont pas disposés à mener une lutte de moyen ou de long terme pour la démocratisation du pays. Bien sûr que nous allons participer, nous ferons notre part. Mais ça, ce sont les gens qui vont le décider. C'est très important pour nous de parvenir à la démocratie à Oaxaca. Et cela on ne l'obtiendra pas seulement avec la chute de Ruiz. Ce sera un autre processus, mais qui se fera dans le cadre de la normalité, sans marches, sans piquets de garde, sans violence, sans qu'on ait à risquer sa vie. Pourquoi est-ce que les gens ont construit des barricades? Pour arrêter le convoi de la mort.

Quand l'autruche éternue…

Récréation ou barbarie

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je? L'UMP, en jalouse, veut imiter mais en plus petit la campagne interne du PS. C'est devenu tendance, les débats arrangés, paraît que le petit peuple aime ça. Du coup, divers challengers s'affronteront à Sarkozy, ou feront comme si, s'ils en ont le cran (adieu, ensuite, maroquins…). Cependant, chassez le naturel… Raffarin revient au galop et, en père fouettard, prévient: **« Ceux qui prendront des libertés avec les règles d'union devront être traités avec une très grande sévérité. »** Gare à toi, MAM, fessée…

Pendant ce temps, histoire de faire croire qu'il est encore dans la course, de Villepin du haut de sa hauteur de Premier ministre de la France, tient à rappeler qu'il ne sera pas le cas échéant pour rien dans la victoire de son ennemi: **« Les résultats d'hier, c'est la légitimité des propositions de demain. »** Ah… Et inversement? Il a l'air bon, le shit, à Matignon.

Au PS également, le pétard est à l'honneur. Ça fume grave rue de Solférino, et à ce qu'il semblerait c'est Mélenchon qui les roule. S'adressant à ses potes de la gauche de la gauche de la…, il les a prévenus que **« si vous vous laissez transformer en poussière additionnelle, vous aurez réglé la sortie par laquelle vous passerez ensuite ».** Monsieur l'administrateur du *Monde Libertaire* promet un abonnement à vie plus un sac d'herbe (de qualité) à la lectrice ou au lecteur suffisamment à l'ouest pour nous comprendre le sens de cette phrase. Monsieur l'administrateur ne prend pas beaucoup de risques…

Un qui en prend sans doute davantage, c'est Ayrault, président du groupe socialiste à l'assemblée. Ayrault place la barre très haut: **« L'important c'est que les Français sachent que nous ne sommes pas des naïfs. »** Des naïfs, vous? Ce serait trop beau.

Dans le même registre, dame Royal, baptisée il y a peu et fort judicieusement la dame aux caméras, affirme qu'**« il faut tenir compte de l'intelligence des gens ».** Oui c'est ça, continue à nous prendre pour des cons…

Heureusement pour elle, elle a reçu un soutien de poids en la personne de Jospin: **« Elle est désormais la candidate de tous les socialistes, dont je suis. »** Quel enthousiasme, c'est bouleversant… Personnellement, je préférerais être soutenu par mon chien plutôt que par ce « camarade » -là.

Finalement tout cela serait assez drôle si ne planait pas, au-dessus de nos têtes, l'ombre du ministre de l'Intérieur. **« Si on excuse la violence, il ne faudra pas s'étonner de découvrir la barbarie »,** a-t-il déclaré afin de justifier son projet de loi sur la prévention de la délinquance. Relisez bien cette phrase. Calmement. En vous souvenant des violences générées par sa seule présence place Beauvau, par ses déclarations, par ses provocations. Et en n'oubliant pas qu'en matière de barbarie, Sarkozy sait de quoi il parle. Ensuite, quand Jean-Louis Borloo, le mari de la dame qui présente les infos, pérorera et répétera que **« Chirac va bientôt siffler la fin de la récréation »,** c'est curieux, vous aurez presque envie de le croire. Presque.

Frédo Ladrisse

… c'est toute la jungle qui s'enrhume

Mexique en luttes

Dernières nouvelles d'Oaxaca, le 21 novembre 2006

CE 20 NOVEMBRE a été un jour historique au Mexique, pour plusieurs raisons. La plus importante pour l'avenir est probablement la constitution officielle de l'Assemblée populaire des peuples du Mexique (APPM), qui regroupe 19 assemblées populaires, dont l'APPO, et 75 organisations sociales et politiques. L'APPM cherche à former un front le plus large possible contre la domination politique et économique de droite; c'est pourquoi elle invite les zapatistes de l'Autre Campagne et le « Front élargi progressiste », c'est-à-dire le Parti de la révolution démocratique (PRD) et les petits partis qui lui sont alliés, à se joindre au mouvement. Seuls sont exclus les groupes liés au Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) ou au Parti action nationale (PAN), dans la mesure où il doit s'agir d'un « processus d'organisation populaire qui veut en finir avec les vieux cercles de pouvoir et où les décisions émanent directement des assemblées, avec une coordination horizontale, sans possibilité d'imposer des décisions depuis des petits cercles de pouvoir ». Parmi les objectifs de l'APPM, en effet, le plus révolutionnaire est sans doute celui de promouvoir la formation d'assemblées à tous les niveaux, depuis le plus local jusqu'au plus fédéral, afin de « retrouver les traditions collectives, communautaires et populaires qui trouvent dans les assemblées l'expression la plus complète et la plus développée de la démocratie directe ».

La première activité de l'APPM sera l'appui au plan d'action de l'APPO, qui comprend, demain mercredi, une mégamarche vers la ville d'Oaxaca, des blocages de routes autour de celle-ci, et des meetings devant une quinzaine d'ambassades dans divers pays du monde.

À Mexico, les promesses du « Président légitime » López Obrador

La célébration de l'anniversaire de la Révolution dans le centre-ville de Mexico, c'est d'abord une foule de plusieurs centaines de milliers de personnes qui assiste au défilé commémoratif, culturel et sportif, dans une atmosphère joyeuse et bon enfant. Mais cette année c'est surtout l'occasion qu'a choisie le candidat présidentiel, évincé par fraude, Andrés Manuel López Obrador (AMLO), pour prendre symboliquement ses fonctions de Président légitime, avant que son rival Felipe Calderón ne le fasse officiellement le 1er décembre. Devant la foule accourue de tous les coins de la république, AMLO s'est engagé à protéger les droits du peuple, défendre le patrimoine et la souveraineté nationale et entamer la transformation profonde du pays. À cette fin, il a annoncé un programme en vingt points, parmi lesquels des initiatives légales pour affronter les monopoles économiques liés au pouvoir et pour favoriser l'économie populaire.

En préparation du 1er décembre, le Palais législatif où doit se passer la cérémonie d'investiture de Calderón s'est transformé en une véritable place forte, gardée par des centaines de policiers, et dont tous les accès sont désormais scellés, murés, contrôlés. Une exposition consacrée à Pancho Villa, qui devait être inaugurée aujourd'hui, a été interdite par le PAN, au grand dam de tous les autres groupes politiques qui estiment les mesures de prévention démesurées. Qui sait cependant ce qui va se passer ce jour-là? Une banderole sur le zócalo annonçait clairement: « La démocratie est morte. S'il n'y a pas de solutions, ce sera la révolution ».

Toujours l'état de siège à Oaxaca

Dans la capitale d'Oaxaca, des affrontements ont eu lieu entre la Police fédérale préventive (PFP) et les quelque 1 500 partisans de l'APPO qui avaient organisé une marche pour commémorer l'anniversaire de la Révolution. Durant tout l'après-midi, les jets de pierres et les pétards ont lutté contre les gaz lacrymogènes et les matraques, avant que la PFP finisse par se retirer de la zone de la manifestation. On compte 53 blessés du côté de l'APPO et au moins 5 du côté des policiers. Plusieurs manifestants ont été arrêtés et remis aux autorités judiciaires. Plusieurs journalistes et preneurs d'images, y compris appartenant à des agences de presse internationales et à la toute puissante télévision TV Azteca, ont été poursuivis et agressés par des policiers.

La Ligue mexicaine de défense des droits de l'homme dénonce le fait que « La Police fédérale préventive continue à violer les droits de l'homme, outrepasse ses fonctions et, au lieu de rétablir la paix, provoque le contraire »; elle demande au gouvernement fédéral de retirer la PFP de l'État, vu que « sa présence aiguise le conflit ». Une femme n'ayant aucun lien avec l'APPO a porté plainte pour agression sexuelle de la part de policiers, et l'APPO dénonce un harcèlement continuel vis-à-vis des femmes de la part de la force d'occupation policière qui campe toujours dans le centre-ville.

La radio libre sympathisante des insurgés, Radio Universidad, est toujours complètement entourée de barricades et gardée comme une forteresse; la professeure de médecine Berta Muñoz, qui avait assuré l'antenne durant les sept heures d'assaut policier, le 2 novembre, est désormais cantonnée à l'intérieur des locaux de la radio en raison des menaces de mort qu'elle reçoit sur son portable et qui sont diffusées par la radio proche du gouvernement. Elle a confié à une journaliste de *La Jornada* que rien ne serait plus pareil à l'université, qui doit désormais se rapprocher du peuple et lui donner la parole.

Quant au gouverneur de l'État, Ulises Ruiz, comme seule réponse à l'immense mouvement populaire qui réclame sa démission, il a déclaré que « celui qui retire et impose, c'est Dieu ». Cette tranquille assurance de pouvoir de droit divin lui a valu le sévère reproche du coordinateur de la commission « Justice et Paix » de l'archidiocèse d'Oaxaca, pour avoir évoqué le nom de Dieu pour « justifier son maintien au pouvoir, qui manifestement est autoritaire, méprisant, despotique et tyrannique. Quand on idolâtre le pouvoir, on tombe dans la fétichisation et on n'écoute plus la voix du peuple. »

Du côté des zapatistes

D'État en État et de communauté en communauté, l'Autre Campagne, entamée il y a déjà presque un an, continue de donner la parole à toutes les victimes des confiscations de terres, des assassinats et disparitions, de la misère imposée par les grands propriétaires et leurs milices privées, les caciques et leurs policiers corrompus, les narcotrafiquants et leurs blanchisseurs. Donnant ainsi une voix aux sans-voix, elle permet au moins de révéler à quel point la façade de démocratie et d'État de droit qu'affiche le Mexique vis-à-vis de l'extérieur est un leurre et une mascarade.

Hier, des milliers d'indigènes, bases d'appui de l'EZLN, ont bloqué diverses routes du Chiapas pour manifester leur soutien aux revendications de l'APPO.

Annick Stevens

Article pau dans La Jornada

Vingt ans après la mort de Malik Oussekine

Les assassins en uniforme n'ont jamais renoncé à tuer !

Il y a vingt ans, dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986, à Paris, des « voltigeurs » de la police nationale assassinaient – il n'y a pas d'autre mot – l'étudiant marocain Malik Oussekine. Un jeune homme âgé de 22 ans.

Rappelons les faits. Au terme d'une manifestation contre la loi Devaquet – qui promettait un triste avenir aux étudiants – les forces de police chargeaient violemment dans tout le quartier latin, poursuivant leur chasse à l'homme jusque dans les petites artères. C'est ainsi que Malik Oussekine, qui rentrait paisiblement chez lui, est pris à partie par deux de ces « voltigeurs », et matraqué à mort, sur un trottoir de la rue Monsieur-le-Prince.

Malik n'est pas le premier Maghrébin à être victime du racisme policier. Il ne sera pas le dernier à tomber sous les coups de policiers haineux. Depuis la guerre d'Algérie, les forces de l'ordre ont fait montre d'un savoir-faire sans égal dans le domaine de la répression sanglante. Il n'est que rappeler la soirée du 17 octobre 1961, à Paris, avec plus de deux cents morts algériens, selon les sources les plus sérieuses. Maurice Papon se trouvait alors aux manettes de la préfecture de police. Par ailleurs, il est possible d'affirmer que, depuis les accords d'Évian, pour les policiers, la guerre d'Algérie ne s'est jamais terminée, en France. L'ennemi désigné étant toujours le même : le Maghrébin, le basané.

Tout au long des années qui ont suivi la fin de la guerre d'Algérie, chaque année a connu son cortège de meurtres légaux et bien souvent, au travers des communiqués émanant de la police, nous avons pu apprendre que la victime était « un jeune Algérien » ou « un jeune Sénégalais », voire « d'origine ». Jamais la presse ne nous dit qu'un policier, a tué « un jeune Français d'origine ». En 2002, dans mon livre *La Police et la peine de mort*, je m'étais laissé aller à écrire : « Tant que les policiers seront lourdement armés, il y aura des morts dans les banlieues. Tant que des policiers se donneront le droit de tuer… Il faut être persuadé que n'importe quel citoyen peut perdre la vie après avoir rencontré l'un de ces déviants qui prétend défendre l'ordre public. »

Revenons au climat qui préside, en France, alors que Charles Pasqua (secondé par son compère Robert Pandraud) s'est installé au ministère de l'Intérieur. Pour les policiers, « Charlie en a… » et il est donc possible de se défouler. D'autant plus que leur ministre n'a pas craint de déclarer, le 22 mai 1986 : « Les policiers sont couverts par leurs supérieurs, nous les couvrons, il n'y a aucun problème ! » 1986, c'est aussi l'année de l'activation des charters et, le 18 octobre, 101 Maliens ont été expulsés vers l'Afrique, durement entravés sur leur siège.

Dans la nuit du 5 au 6 décembre, au terme d'une nouvelle manifestation étudiante, les policiers s'acharnent contre quiconque peut ressembler à un possible étudiant. Vers 1 heure du matin, un peloton de « voltigeurs » descend la rue Monsieur-le-Prince avec la volonté bien arrêtée de « faire le ménage », alors que l'ordre public n'est pas menacé, après la dispersion de la manifestation étudiante. Les « voltigeurs », qu'est-ce que c'est ? Il s'agit d'une unité motorisée créée en 1968, et que la gauche n'a pas cru devoir dissoudre après son arrivée au pouvoir, en mai 1981. Sur chaque véhicule, il y a un motard, accompagné d'un habile matraqueur sur le siège arrière. Mission : faire la chasse aux « individus » isolés. Il paraît que même les CRS sont inquiets du comportement sauvage de ces policiers d'élite.

Malik Oussekine a la malchance de se trouver au mauvais endroit au mauvais moment. Cet étudiant marocain, qui n'a pas participé à la manifestation, remonte la rue Monsieur-le-Prince, aperçoit la meute, et tente de se réfugier devant l'entrée d'un immeuble. Peine perdue. La horde arrive à sa hauteur et il n'a guère de chance d'échapper aux brutes. Une équipe de ces « voltigeurs » se charge de lui, et il est sauvagement matraqué à la tête…

Ce garçon, déjà malade, sous dialyse rénale a été lourdement maltraité par ses bourreaux : hématome péri-auriculaire, hématome suborbital, abrasion de la joue droite, constate le rapport de l'Institut médico-légal. Lorsque cette victime du racisme ordinaire arrive à l'hôpital Cochin, les médecins ne peuvent que recevoir un mort. Pour le procureur de la République, nulle trace de véritables brutalités sur le corps de Malik, qui serait décédé suite à une « décompensation cardiaque créée par l'état psychologique rénal antérieur du patient. »

Tout en délicatesse, le ministre en charge de la sécurité publique, Robert Oandraud – ancien haut fonctionnaire de police – n'hésitera pas à déclarer : « La mort d'un jeune homme est toujours regrettable, mais je suis père de famille et, si j'avais un fils sous dialyse, je l'empêcherais de faire le con dans la nuit ! » Et puis, comme une victime de la police ne peut pas être tout à fait innocente, les services du ministère de l'Intérieur font courir la rumeur qu'une des sœurs de Malik serait prostituée, et son frère un escroc.

C'était il y a vingt ans. Nous n'avons pas oublié. Comment faire l'impasse sur l'instinct de mort de ces policiers qui, depuis 1986, ont régulièrement assassiné de jeunes Français, au teint moins clair que le leur ? La police est largement raciste. Cela paraît évident. Les policiers de Sarkozy, en 2006, sont bien plus que sensibilisés à l'idéologie autoritaire. Cela ne peut être nié. Autant en être convaincu, dès aujourd'hui, pour ne pas dire, demain, que nous ne savions pas.

Maurice Rajfus

En mémoire de Malik Oussekine, une réunion publique est organisée le mercredi 6 décembre, à 20h30, au CICP, 21ter, rue Voltaire, Paris 11e (métro Rue-des-Boulets)

Tombe de Malik Oussekine au cimetière du Père-Lachaise

Brèves de combat

SDF : table rase Place de la République

Lundi 20 novembre au petit matin, la police a évacué un campement de fortune de 29 tentes, érigé au fil du temps, surtout depuis octobre, par des SDF dans un square, place de la République à Paris. Une opération justifiée « par des considérations d'ordre public en raison, notamment, de récriminations de riverains dues à la présence de chiens et de personnes en état d'ébriété », selon la préfecture de police. Un argumentaire rabâché à chaque évacuation de personnes sans domicile fixe installées de façon plus ou moins pérenne dans des espaces publics. Au moment de l'expulsion, la police a compté 29 personnes dont sept femmes. Toutes auraient refusé des propositions d'hébergement à la Boulangerie, un centre d'accueil pour sans-abri. Les tentes ont été récupérées par les services de la voirie de la mairie.

Journée mondiale du sida raz-de-marée du virus

Selon les dernières estimations de l'Onusida, parues pour la journée Sida du 30 novembre, de 34,1 à 47,1 millions de personnes seraient infectées dont près de 21 millions de femmes. L'essentiel des personnes contaminées vivent en Afrique noire, avec près de 28 millions d'individus qui prennent la maladie de plein fouet, les femmes étant les premières victimes sur un continent qui concentre près des deux tiers des séropositifs et des malades infectés dans le monde. Mais l'Asie du Sud et du Sud-Est avec 8 à 12 millions de malades est aussi touchée. Ces chiffres soulignent cette année encore l'impuissance des grandes organisations internationales, en face de la pandémie. Rendez-vous le 30 novembre, place de la Bastille à 18 h 30, avec les associations de lutte.

Laurent Jacqua restera en prison

Malgré sa séropositivité, la demande de suspension de peine de Laurent Jacqua a été une nouvelle fois rejetée. Le détenu, emprisonné pour braquage depuis 1984 à Fleury, considère que la manière dont est appliquée la loi Kouchner « est un véritable scandale et une honte : le 19 octobre 2006, ma demande de

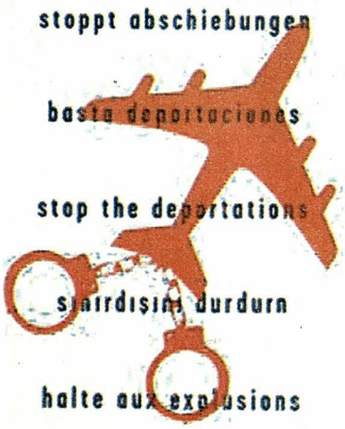
suspension de peine a été une nouvelle fois rejetée parce que deux expertises disent que je ne suis pas assez malade, pas assez mourant, pas assez affaibli, pas assez à l'agonie pour sortir de prison. J'en conclus donc que cette loi n'est pas faite pour les malades, mais qu'elle n'est réservée qu'aux détenus en fin de vie. Elle consiste à laisser les malades mourir hors de prison, lorsqu'ils sont au dernier stade d'une maladie grave, sans aucune chance de guérison. »

Mobilisation contre SOS tout petits

À Marseille, une soixantaine de manifestants se sont opposés aux agenouillistes qui prient dans les rues. À Aix, une dizaine de jeunes ont empêché la tenue d'une messe de ces réacs en distribuant capotes, œufs et bousculade. Nous ne laisserons pas notre espace se faire polluer par ces sectaires de la croisade. La rue est à nous !

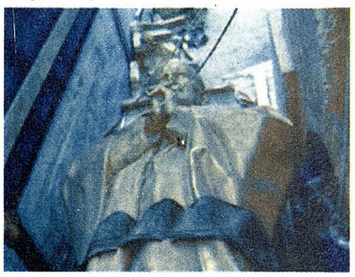
Air France fière de collaborer aux expulsions

Michel Gaudin, directeur général de la police nationale, a écrit à Jean-Cyril Spinetta, Pdg d'Air France/KLM pour le féliciter de la participation de sa compagnie et de certains commandants de bord aux expulsions de « sans-papiers » et notamment des enfants scolarisés et de leur famille. Dans ce courrier, Michel Gaudin signale « le comportement exemplaire du commandant de bord du vol AF… 2006 à destination de Lagos, dont l'action a été déterminante dans le succès de l'éloignement sensible d'un étranger en situation irrégulière soutenue par diverses associations qui avaient réussi à rallier à leur cause plusieurs personnalités politiques et quelques passagers. » … « Je souligne également l'action du commandant de bord du vol AF… 2006 qui, après une intervention énergique en cabine, a permis que le vol dont il avait la responsabilité se déroule sans incident, la personne éloignée atteignant son pays d'origine sans encombre malgré son agitation. »… « Ces comportements exemplaires sont à mettre en exergue, a contrario de celui du commandant de bord AF… 2006 qui, malgré l'assistance des passagers pour calmer le reconduit, l'a fait débarquer. »



Nous ne célébrons pas les assassins

Le 9 décembre sera le jour d'inauguration prévu pour la statue de 9 mètres de haut de Jean-Paul II. Le maire de Ploermel veut faire financer à hauteur de 130 000 euros la construction du socle de la statue et son inauguration par le conseil municipal (qui a déjà voté pour 30 000 euros, et attend 100 000 euros du conseil régional et général).



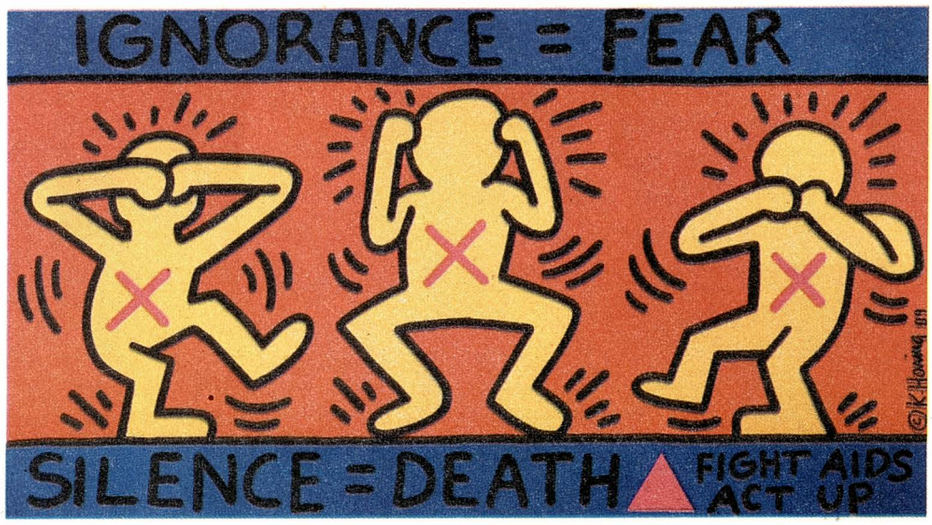
L'Union régionale Bretagne de la FA était particulièrement bien représentée à la manif du samedi 18 novembre après-midi. Au total, environ 500 personnes ont manifesté leur refus des atteintes à la laïcité.

Pour notre part, à Notre-Dame et ailleurs, nous ne tolérerons pas la célébration des assassins.

Rencontre entre des collégiens et un séropositif

Jeudi 30 novembre
Paris 11e

Manifestation dans le cadre de la journée de lutte contre le sida à 18h30, place de la Bastille.



Patrick Schindler

groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org
et militant d'Act-UP Paris

Invité par un camarade militant, afin de témoigner devant 46 élèves de son collège à Saint-Denis (93), âgés de 14 à 16 ans, j'ai été reçu, en tant que séropositif vivant avec le VIH depuis plus de 20 ans, afin de répondre à toutes les questions qu'ils avaient préparées avec leurs professeurs respectifs, après avoir fait des recherches au centre de documentation de l'établissement et avec leurs professeurs. Quatre groupes d'une dizaine d'adolescents se sont entretenus, alternativement, avec une femme médecin et moi-même. Une expérience d'une richesse inouïe que nous avons tenue à évoquer dans nos colonnes. Ces ados de banlieue parisienne (une des deux classes étant réputée « difficile »), se sont exprimés avec respect, simplicité, sans tabous, ni aucune retenue.

Vous avez l'âge de mon père !

Après avoir avalé un repas rapide à la cantine avec les professeurs du collège et avoir réuni quelques documents, nous accueillons la première classe de 4e au centre de documentation. Nous avons installé des chaises en rond. La médecin n'est pas encore arrivée (le collège est sans ligne téléphonique depuis une semaine), ce qui nous contrarie légèrement: comment faire patienter le second groupe d'élèves dans une salle adjacente? Le premier groupe d'ados s'installe, mixte et attentif. Leur professeur me présente: « M. S. Vit avec la maladie depuis une vingtaine d'années et est venu pour vous parler de son quotidien, il répondra à toutes vos questions. » Je me présente et quand j'annonce mon âge, un premier gamin, qui n'a pas sa langue dans sa poche, exulte: « Vous avez l'âge de mon père »! Comme ils n'ont pas eu l'occasion de discuter avec la médecin (qui vient d'arriver), leurs premières questions concernent les aspects scientifiques de la maladie. J'explique son apparition en 1985 aux États-Unis, rappelant qu'elle a surtout, à cette époque, touchée la communauté homosexuelle et fait d'autres victimes, comme les toxicomanes, les transfusés, mais également des hommes et femmes hétérosexuels. Ils connaissent déjà ces termes, s'étant déjà familiarisés dans la matinée en faisant des recherches sur Internet. Ils connaissent le gros de l'histoire du VIH.

Comment avez-vous attrapé le sida ?

Cette question sera systématiquement posée par les quatre demi-groupes. J'explique que je suis « porteur sain » et que j'ai eu la chance de ne pas développer le virus. Mais devant l'insistance de l'ado, je finis par dire qu'en fait je ne sais pas vraiment comment je l'ai attrapée, car à cette époque la maladie n'existait pas, que nous vivions dans une période où les préservatifs étaient surtout utilisés par les couples qui ne désiraient pas avoir d'enfants et avaient du mal à obtenir la pilule. Un de ses camarades précise: « Vous étiez peace and love? » Ce qui pour effet de faire éclater de rire le groupe! « Alors vous ne savez pas comment vous avez attrapé la maladie? » Leur professeur intervient: « Et pensez-vous que c'est vraiment important pour M. S. de le savoir? » Sa réflexion pose un premier thème de débat. Les élèves semblent peu convaincus. Une jeune fille intervient: « Comment vous êtes-vous aperçu que vous étiez "contaminé" (dans le texte)! » J'explique que j'avais fait un premier test, mais qu'à cette époque la science n'était pas encore avancée et que je fus, à tort, reconnu comme séronégatif. Leur professeur leur explique qu'aujourd'hui les tests sont plus sûrs et que ce type d'inconvénient n'est plus possible. Un autre gamin me demande: « Alors quand l'avez-vous su? » J'explique, cinq ans plus tard... Ils ont du mal à comprendre: « J'allais souvent à la piscine et j'ai eu une allergie, mon dermatologue m'a donc prescrit des analyses comprenant le test VIH. Et c'est comme ça que je l'ai appris, en 1991. J'étais donc bien séropositif depuis 5 ans! » Émoi dans la classe. Un gamin intervient: « Mais, en 1991, les piscines, ça n'existait pas! » Le prof répond: « Depuis l'antiquité des espèces de piscines existent! » Bref, après avoir expliqué les modes de transmission (sang et sperme) et raconté la phobie sociale apparue avec l'arrivée du virus, ainsi que les fantasmes les plus fous qui avaient circulé, j'explique que j'ai eu la chance d'échapper à la maladie, grâce aux premiers traitements (Videx), puis à l'apparition des premières trithérapies, mais que, malheureusement, toutes les personnes dans mon cas alors n'avaient pas eu cette chance et que beaucoup étaient mortes. Bref, avec la passion du discours, les heures passent très vite et le premier groupe me quitte, pour aller rejoindre le médecin, tandis qu'un dernier ado me dit en passant: « En fait, monsieur, vous êtes un héros, un survivant, vous méritez de rentrer dans un livre des records... » J'explique: « Pas du tout et ce qui m'importe le plus aujourd'hui, c'est que chaque personne dans mon cas, dans le monde, puisse avoir la chance que j'ai eue, de pouvoir être bien soignée, entourée, conseillée, ce qui n'est hélas pas le cas dans les pays pauvres, où les personnes les plus démunies n'ont ni l'aide ni les moyens d'être soignées comme je l'ai été. »

Si on vous nettoie le sang, vous êtes guéri ?

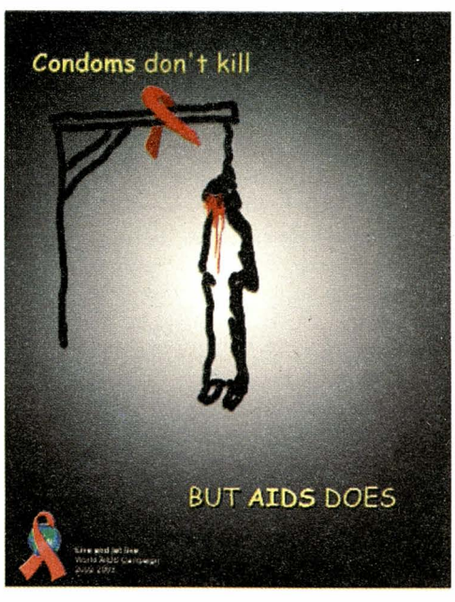
Le deuxième groupe, qui est passé entre les mains du médecin, pose d'entrée des questions plus personnelles: « Si on vous vide de votre sang et qu'on le nettoie, vous serez

guéri ? » J'ai du mal à expliquer que ça ne marche pas comme ça ! Leur professeur explique qu'il n'est pas possible de nettoyer le sang avec de l'eau de Javel, comme on nettoie une salle de bain et élude le conte de fée ! Une ado : « Mais, si vous voulez avoir des enfants, c'est possible ? » J'explique que je n'en désire pas, car je suis entouré des enfants de mes amis et de ma famille. Un gamin direct me demande : « Vous êtes homosexuel ? » La classe se marre. Je réponds : « Est-ce que c'est important pour toi ? » Puis j'explique que la personne avec laquelle je partage ma vie, depuis bientôt vingt ans, est séronégative, parce que nous avons toujours pratiqué des rapports sexuels protégés, depuis que j'avais appris ma contamination et qu'il existait également d'autres façons de faire l'amour en se protégeant et en prenant le moins de risques possibles. Un prof distribue à ce moment-là la première feuille de mon dernier bilan sanguin. Je leur explique que des dizaines de données présentes sur les résultats sont des indications comme le temps de coagulation du sang, etc. Mais je leur explique que la ligne la plus importante pour les personnes séropositives est le rapport entre les CD3 et CD4. Ils le savent déjà… Je leur explique qu'ils ont un rapport en moyenne de 1 000 environ et que j'ai la chance d'en avoir 700… Puis nous abordons l'inégalité de l'accès au soin selon que l'on vit dans un pays riche ou un pays pauvre. Le second groupe s'éloigne déjà.

« Lorsque l'on est passé si près de la mort à 30 ans, elle commence à faire moins peur. »

Deux personnes séropositives qui couchent ensemble ça s'annule ?

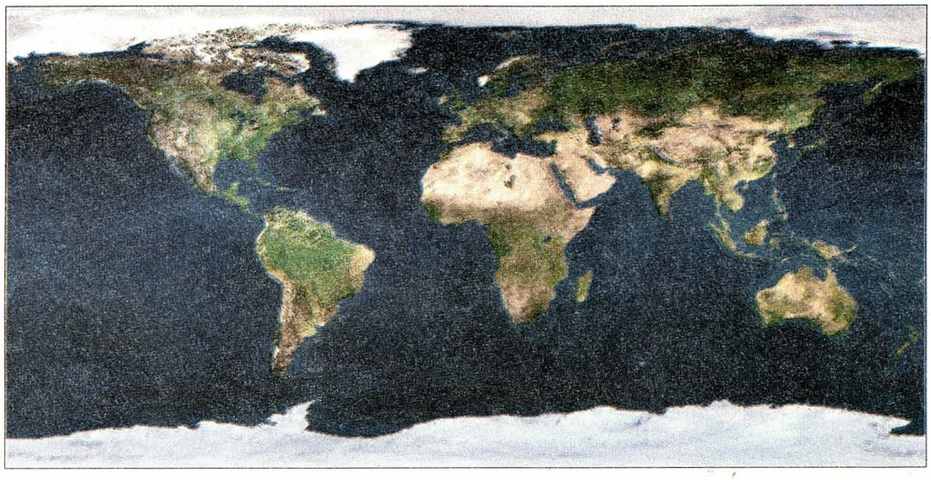
Le troisième groupe pose les questions récurrentes, mais marque un intérêt particulier pour les préservatifs féminins (les fémidon). Leur professeur explique qu'ils ne sont pas encore au point et dérangent autant les femmes que les hommes, qui n'en sont pas satisfaits et finit son discours en disant « Je ne suis pas féministe, mais pourtant je conseille aux filles présentes dans la salle de refuser d'avoir, plus tard, un rapport sexuel avec un garçon qui n'accepterait pas de mettre une capote. » Mon hôte ajoute : « No condom, no way », les profs traduisent et les gamins comprennent très bien le message, chacun a reçu un préservatif par la médecin. Une autre question tourne autour de la contamination : « Si deux partenaires séropositifs couchent ensemble sans se protéger, ça s'annule ? » On se dépêche de répondre qu'hélas non, bien au contraire… Une ado d'origine arabe me demande comment étaient les premiers médicaments. Je parle du Videx, dont il fallait prendre une dose toutes les quatre heures, dans le début des années quatre-vingt-dix, de préférence à jeun, mettre son réveil la nuit à heures fixes, et faire le mélange en cachette sur le lieu de travail. Un gamin du groupe lance : « Un peu comme pendant le ramadan ? » Les profs enchaînent sur les maladies opportunes, qu'ils aborderont dans le dossier qu'ils auront à réaliser.



Vous faites souvent des cauchemars ?

16 h 30, c'est au tour du dernier et quatrième groupe, toujours les mêmes interrogations : « À qui l'avez-vous dit en premier ? » J'explique, je l'ai dit le même jour à ma mère et à la personne avec laquelle je partage ma vie. Ensuite, à des amis et puis qu'après j'ai rejoint la lutte pour que toutes les personnes atteintes par le même mal que moi puissent se faire soigner. Une gamine me demande : « Vous faites souvent des cauchemars ? » Je dis que non : « Lorsque l'on est passé si près de la mort à 30 ans, elle commence à faire moins peur. » On parle ensuite de l'inégalité des chances des malades, selon leur pays d'origine. Leurs professeurs leur expliquent les brevets et les génériques « que les grands laboratoires ne veulent pas laisser envahir le marché, car même sur les maladies graves, des gens ne pensent qu'à faire de l'argent ». Une gamine d'origine africaine rétorque : « Mais en France, on ne peut pas soigner les gens qui y habitent et ceux qui n'ont pas d'argent et viennent de partout pour se faire soigner… » Aidé des profs, nous expliquons le contraire, le système de la Sécurité sociale fondé sur la mutualisation et la solidarité, quelles que soient les ressources des gens et qui pourrait être imposé dans le monde entier. Un gamin demande : « Combien de morts par an ? » On lui répond : plus de 40 millions, soit environ 10 000 morts par jour, surtout dans les pays d'Afrique, Asie, de l'Est etc. ! Les gosses ont du mal à réaliser : « Mais, c'est pas juste, comment faire ? » J'essaye de lancer un vague « il faudrait que toute la société, riche ou pauvre, soit solidaire », tandis qu'arrive déjà la dernière question : « comment on met un préservatif ? » Ricanements, puis explications de la prof : « Il s'agit de le mettre, durant les préliminaires », « Lorsque l'homme est en érection ? » On entre dans le détail, en essayant de rester persuasifs et sobres. Mais l'heure de la récré a sonné. Tout ce petit monde s'envole, tandis qu'une adorable gamine s'approche de moi et me dit : « Je peux vous faire un bisou ? » Elle m'embrasse sur les deux joues, sûrement impressionnée par l'anecdote que je leur ai racontée, à propos de Clémentine Célarié qui a embrassé en direct à la télé, au début de l'épidémie, un séropositif, sur la bouche ! Peu connaissent l'actrice, mais son geste n'a pas fini d'avoir un écho, y compris chez les plus jeunes. Ce fut une aventure riche et passionnée. Je suis rentré chez moi sûr d'avoir fait avancer le « schmilblick », au moins pour une quarantaine de gamins. Merci à J., au médecin et à toute l'équipe du collège qui a participé. En espérant que ces gamins sortiront couverts demain ! P.S.

Catastrophisme et idéologie dominante



Le réchauffement climatique global, présenté comme une catastrophe universelle, ne serait-il pas l'arbre qui cache la forêt? Ne sert-il pas à nous vendre une gouvernance planétaire globale et totalitaire? N'est-il pas le prétexte que nous sortent les capitalistes pour masquer leurs responsabilités individuelles face aux graves dangers écologiques qui menacent notre planète? L'usage du catastrophisme qui lui est associé sert les desseins de l'idéologie dominante.

Philippe Pelletier

Dans la quasi-totalité des reportages qui sont consacrés à l'environnement, le réchauffement global apparaît comme la panacée explicative.

QUI N'A PAS ENTENDU parler du « réchauffement climatique » et des désastres qui s'en suivraient? Reportages, émissions de télévision ou déclarations politiques chocs tendent à nous mettre face à ce qui serait l'inéluctable. Mais dans le précédent article, j'ai tenté de montrer que les scientifiques étaient loin d'être tous d'accord sur l'analyse, les explications et les conséquences de la situation climatique, malgré ce que laissent penser les médias, et que de nombreuses interrogations scientifiques, et donc politiques, restaient en suspens.

Prenons les choses à rebours, ce qui ne devrait pas choquer les partisans de la libre pensée. Imaginons, même si on n'en est pas forcément d'accord, que le « réchauffement climatique » n'est pas prouvé ou bien, si l'on est trop réfractaire à cette idée, que celui-ci est moins ample qu'on ne le dit, ou partiel. On écoutera alors les médias, les savants – avérés ou charlatans – et les politiciens sous un autre angle. On se demandera pourquoi tous nous parlent doctement et avec angoisse du « réchauffement climatique », pourquoi ils ont tous intérêt à le faire. Essayez.

Le sensationnalisme

Pour s'imposer dans un monde moderne où se mêlent à la fois rationalisme et religiosité, que celle-ci soit ancienne ou nouvelle, scepticisme et fanatisme, révolte et fatalisme, toute idéologie à vocation hégémonique doit frapper fort. Elle recourt alors au catastrophisme. Pour cela, elle n'hésite pas à cultiver la plus grande confusion.

Dans la quasi-totalité des reportages qui sont consacrés à l'environnement, le réchauffement global apparaît comme la panacée explicative – ce fut le cas de la récente émission télévisée de Yann Arthus-Bertrand, qui fut très regardée. Comme ce phénomène complexe et mouvant est difficile à filmer, des images palliatives parfois éloignées du sujet tentent d'illustrer le propos. Bien souvent, on voit la photo d'une mare asséchée

et craquelée, ou bien de vagues déferlant sur une côte, sans savoir s'il s'agit vraiment d'une résultante du réchauffement global, ou simplement la manifestation d'un climat habituel (saison sèche, saison des typhons). Pourtant, l'image du local extrême pour illustrer le global universel est à la limite de l'escroquerie. Un peu comme lorsque la presse anglo-saxonne se délectait d'images de banlieues en émeute pour affirmer que toute la France était en feu…

La moindre inondation, la moindre sécheresse ? C'est désormais la faute au « réchauffement global ». Tendez l'oreille, et vous constaterez comme moi que, dans les bulletins d'infos radiotélévisés, les journalistes ne s'encombrent pas d'explications sophistiquées. D'ailleurs, puisqu'ils ne le font pas à propos des révoltes en banlieue, du Proche-Orient ou de la faim dans le monde, pourquoi le feraient-ils à propos du climat ? Et quand ils consultent un spécialiste et que celui-ci essaie de nuancer ou de préciser l'analyse, on lui coupe la chique et on lui demande de dire si oui ou non, c'est « la faute » au réchauffement climatique. Je l'ai encore entendu dire cette année à la radio à propos des orages dans le Midi de la France à la fin de cet été. Ces orages relèvent pourtant d'un phénomène classique très connu des géographes et des climatologues sous le nom d'« épisode cévenol », lequel n'était pas cette année plus intense que d'autres fois.

Pendant ce temps, rares sont les reportages sur les pollutions effectives et non fantasmées, y compris dans notre propre espace, et non pas au fin fond de la forêt vierge ou des calottes polaires qui, il est vrai, sont beaucoup plus exotiques, esthétiques et glamour à montrer. Des ouvriers dans la merde, des habitations dans la merde, vous n'en verrez pas. L'état de la nappe phréatique en Bretagne, des sols dans les anciennes zones industrielles non décontaminées où les promoteurs rebâtissent à tour de bras, du pourquoi de l'usine toulousaine AZF et de ses copies carbone ? Accrochez-vous, vous n'aurez pas grand-chose à vous mettre sous la dent. C'est moins vendeur et plus risqué que la réintroduction de l'ours dans les Pyrénées, sans parler des hippopotames au bord du lac Edward au Congo. Et les nitrates dans les eaux bretonnes ne doivent rien au « réchauffement global ».

Regardez bien les émissions de Nicolas Hulot : les images sont exotiques, belles ; rares sont les gros plans sur les nappes de mazout de dégazage ou de marée noire (qui, elles non plus, ne doivent rien au « réchauffement global » mais tout à la jungle capitaliste qui règne dans le monde des transports) ; rares sont les facteurs scientifiques clairement expliqués (l'émission « C'est pas sorcier » destinée au public jeune est de ce point de vue bien plus didactique). Tout cela passerait moins bien entre deux coupures publicitaires. L'esthétisation de la catastrophe ne vous rappelle rien comme procédé ? En revanche le discours – d'un expert in situ ou, encore plus dramatique et frappant, la voix off du héraut Hulot – pallie la démonstration par argument d'autorité.

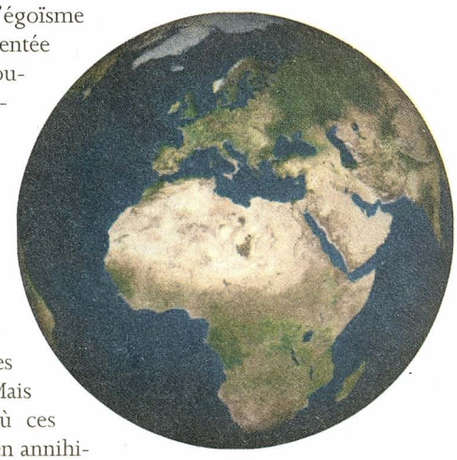
Le discours sensationnaliste et catastrophiste ambiant mêle insidieusement les affirmations péremptoires et l'hypothèse éventuelle, le mode conditionnel et l'abus du verbe sembler qui permettent de se garder une issue de secours en cas de flagrant délit d'amalgame ou d'outrance. Il n'hésite pas à mélanger différents problèmes et différentes causes dans un tableau apocalyptique, mais confus.

Discours épouvantail contre-productif

L'évocation des catastrophes environnementales actuelles mais surtout à venir – donc invérifiables par définition – fonctionne comme un épouvantail destiné à effrayer et à culpabiliser les individus passifs ou indifférents. Elle apeure les masses du monde prétendument postindustriel, tout en stigmatisant les masses de l'ex-tiers-monde jugées coupables de vouloir rejoindre ce monde industrialisé.

Théoriquement, le catastrophisme vise, notamment chez certains militants sincères, à faire réagir les individus. Il cherche à s'imposer comme un impératif moral justifiant la révolte[1]. Certes, le catastrophisme a permis de sensibiliser les sociétés aux problématiques écologiques et environnementales, ce qui a favorisé certaines avancées. Mais il a aussi permis (tout autant ?) des carrières politiques, parties et pétries de bons sentiments mais aboutissant à des résultats pour le moins mitigés, les seuls sur lesquels nous devons baser notre jugement politique.

Le catastrophisme a en fait surtout des effets contre-productifs. Il renforce l'égoïsme collectif face à une situation présentée comme complexe, inéluctable, redoutable, angoissante car tantôt lointaine, tantôt proche. L'individu est encore tenté de « tirer son épingle du jeu », soit par un refuge dans le mysticisme, soit par une plongée dans le carriérisme. Autrement dit : « Après moi le déluge ».



Le catastrophisme peut aussi encourager un terrorisme écologiste ou des actions exemplaires censées réveiller les masses « apathiques ». Mais l'histoire fourmille d'exemples où ces actions ne réveillent personne, tout en annihilant ses propagateurs qui se retrouvent souvent seuls en taule tandis que les derniers soutiens s'échinent à les en faire sortir. Quant au terrorisme, qui présuppose une clandestinité coupée du monde, teintée de paranoïa et sensible au militarisme machiste, il débouche sur une impasse dont le mouvement anarchiste lui-même a tiré le bilan depuis un siècle au moins. Le catastrophisme légitime aussi deux types

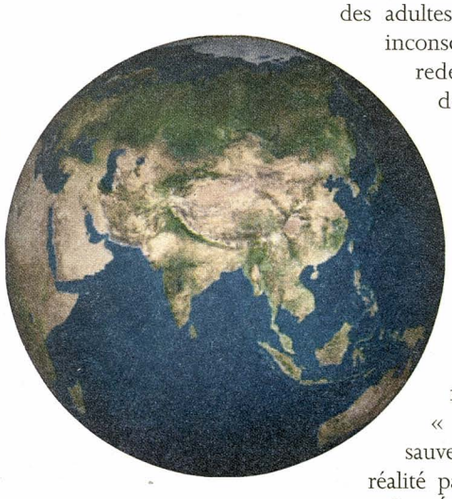
d'illusion : celle de pouvoir créer des alternatives immédiates, des échappatoires dans une contre-culture ou une contre-société ; et celle de promouvoir un capitalisme « éthique » ou « équitable ». La première est possible car le système tolère des espaces plus ou moins libres, quand il ne les récupère pas à son profit. La seconde alternative n'est pas incongrue puisque les capitalistes ne peuvent pas scier durablement la branche naturelle sur laquelle est installé leur profit. Les plus conscients d'entre eux – un peu comme les Stiglitz ou Soros dénoncant les méfaits de la financiarisation en économie, voire les mêmes – proposent des solutions déjà opératoires. Ces deux illusions a priori contradictoires se rejoignent sur le caractère mystifiant de leur démarche.

Quand la catastrophe n'est pas là ?

Quand la catastrophe annoncée n'est malgré tout pas au rendez-vous, ou qu'elle est moins forte, moins spectaculaire, le discours passe à l'évocation sentimentale des « générations futures ». Il joue sur la fibre paternaliste si nous laissions n'importe quoi à nos suivants, à tous les suivants, et pas seulement à « nos » enfants.

Mais pourquoi ne pas commencer à améliorer le cadre de vie pour nous tous, ici et maintenant ? Pourquoi remettre au lendemain ? Ce sentimentalisme lénifiant et bien-pensant est, en fait, une habile manière de repousser les vraies solutions, celles qui seraient susceptibles de bousculer vraiment le désordre établi. Rappelons-nous qu'il a été propulsé par le pseudo « commandant » Jacques-Yves Cousteau (il faudrait plutôt dire « capitaine »), dont les positions philosophiques et politiques ont un caractère réactionnaire[2].

Quand les individus constatent que la catastrophe annoncée n'est pas là, il s'en suit pratiquement le même phénomène que chez les enfants découvrant que les croque-mitaines des adultes n'existent pas. Ils deviennent inconscients face au vrai danger. Ils redeviennent passifs, méfiants, désengagés. Ou schizophrènes, comme les militants à qui le marxisme avait annoncé la paupérisation de la classe ouvrière alors que le niveau de vie augmentait, y compris le leur…



« L'heuristique de la peur », revendiquée par le philosophe Hans, Jonas qui nous promettait d'ailleurs une « dictature bienveillante » pour sauver la planète, rien que ça, n'est en réalité pas nouvelle. Tous les dogmes, toutes les Églises nous promettent une catastrophe : le christianisme avec l'apocalypse, le marxisme avec l'effondrement du capitalisme sous le poids de ses propres contradictions. On attend toujours.

N'oublions pas non plus que le catastrophisme révolutionnaire, véhiculé dans les années 1910-1920 au sein de certains secteurs du mouvement ouvrier et socialiste, a débouché sur le mythe de la violence et sur son utilisation par le fascisme, lequel a également remplacé l'économisme par le psychologisme. La trajectoire du sociologue Roberto Michels, issu de l'extrême gauche socialiste italienne puis admirateur de Mussolini, est à cet égard caractéristique, de même que l'influence auprès des nazis de l'essayiste Oswald Spengler, idéologue de la décadence occidentale. Rappelons-nous aussi qu'au lendemain de mai 1968 nombreux furent ceux qui nous annonçaient sans ambages que la révolution était toute, toute proche, et que les mêmes actuellement, à l'instar des Daniel Cohn-Bendit, Serge July et autres Philippe Sollers, nous déclinent au contraire, mais non moins frénétiquement, des variations sur l'aphorisme Tina (There Is No Alternative)[3].

Tous les dogmes, toutes les Églises jouent sur la crainte, l'angoisse, le châtiment, la paralysie, la soumission, le contrôle. Supposer que la peur est le commencement de la sagesse, c'est se tromper, et tromper les autres. C'est faire tomber bien bas l'ambition philosophique de l'être humain, et rétrograder l'émancipation tant individuelle que collective.

Il ne s'agit pas de nier la gravité des problèmes ou, au contraire, de se taire « pour ne pas désespérer Billancourt » (et Neuilly-sur-Seine ?). Il ne s'agit pas non plus de dire n'importe quoi, car cela profite aux charlatans, aux bonimenteurs et aux carriéristes, ceux qui tiennent encore le Monde sur le dos des naïfs.

Ph. P.

1- cf. *Ni patrie, ni frontières*, n° 16-17, 2006, p. 47.

2- Kéchichian Patrick (1999) : « La plongée antisémite du commandant Jacques-Yves Cousteau ». *Le Monde*, 18 juin, p. 1. On peut également évoquer les positions démographiques radicales et malthusiennes de Cousteau qui traite les pauvres du tiers-monde comme le faisait Malthus des pauvres de l'Angleterre victorienne. Ou encore cette déclaration de Cousteau : « L'Europe va être envahie par les musulmans d'Afrique du Nord. Ne vous y trompez pas : dans trois générations […], on ne parlera plus français, allemand, espagnol, italien. On parlera arabe. » (*Le Quotidien de Paris*, 5 juin 1991).

3- cf. Dupuis-Déri Francis (2004) : « En deuil de révolution ? Pensées et pratiques anarcho-fatalistes ». *Réfractions*, 13, p. 139-150.

Le travail mot à maux
Patron n'en faut

La scène se déroule en 1996 à l'usine de confection Maryflo (Morbihan), une ouvrière abandonne sa machine à coudre et explose devant l'objectif de la caméra en brandissant une boîte de calmants: « il nous bousille la vie! On est toutes malades ici! ». Saisi, tel un steak sur le grill, le patron, un sale type entretenant une atmosphère délétère, reste sans voix. Le reportage du magazine « Strip-tease » de FR3 jettera durant 70 minutes un éclairage saignant sur les méthodes de management de la boîte.

On est loin de la configuration habituelle où des journalistes du JT passent et filment l'événement, à la porte de l'usine, là où les employés entrent ou sortent... Et souvent, d'ailleurs, quand les salariés perdent leur travail ou à l'occasion d'une grève, généralement en les dépossédant du sens de leur action. La caméra se hasarde rarement dans les zones grises du monde de l'entreprise où la souffrance au travail est devenue le symptôme d'une organisation malade, une marque de fabrique.

Est-il indécent de parler de violence au travail en France en 2006? Est-ce que simplement nous ne serions pas devenus trop sensibles? Le retour du travail sur les écrans et le succès en librairie d'ouvrages parlant de la guerre économique, une guerre dévastatrice, où l'on tue, où l'on est tué à la tâche, ont montré qu'il se passait quelque chose. Parallèlement, la plupart des enquêtes et des investigations de la médecine du travail révèlent qu'en une décennie les conditions de travail n'ont pratiquement pas cessé de se détériorer.

Cluedo à l'hypermarché

D'ailleurs, qu'est ce qu'on pleure dans le cabinet du docteur Ramaut[1], médecin du travail d'un hypermarché! Un responsable de rayon en sanglots, un autre qui « s'écroule comme un tout petit bébé ». Ou encore ces deux employés très inquiets pour leur collègue qu'ils ont vu pleurer en réserve et menace de se tuer... Tous reviennent d'un enfer et ne veulent pas y retourner. Il y a aussi ce jeune employé, le visage couvert d'eczéma car son supérieur lui impose de dissimuler ses piercings derrière du sparadrap alors qu'il y est allergique...

Dorothée Ramaut raconte sous un pseudonyme l'incroyable violence des méthodes pratiquées en coulisses: injures, horaires variables d'un jour sur l'autre, vacances repoussées ou supprimées, fautes inventées. L'entourloupe des « kapos » qui consiste à glisser un objet dans l'une des poches du salarié pour l'accuser de l'avoir volé. Les lettres de démission préécrites pour réduire les effectifs: « On aveugle la personne avec une grosse lampe, on la laisse debout alors que les chefs sont assis, on hurle des propos plus ou moins menaçants. La porte reste bien souvent ouverte; ainsi, en plus de l'humiliation du salarié concerné, tous les autres pourront en profiter. » Épuisé, il donne sa démission (sans que la boutique lui paye les indemnités de licenciement).

Les élus du personnel ne jouent pas leur rôle et les grains de sable agaçants que sont les inspecteurs du travail (la gestapo socialiste, comme disent les patrons) ne viennent même pas troubler cette joyeuse ambiance. Les symptômes de ce harcèlement moral sont: des arrêts maladie répétés dus à des pathologies physiques (douleur de dos) mais surtout psychiques (dépression, délires, hallucinations). Parfois c'est le coup de folie: un employé du libre service, insulté quotidiennement par son chef, « pète les plombs » et profère des menaces de mort. Toutes les enseignes sont frappées peu ou prou du même mal.

La descente infernale

Zéro stock, dégraissages incessants, multiplication des tâches, urgence permanente, objectifs inaccessibles, grilles d'évaluation dignes de l'espionnage... Exiger toujours plus du salarié: la logique de la rentabilité à tout va n'implique plus d'être scrupuleux mais efficace, non plus entreprenant mais d'être un tueur. Ils sont salariés, mais dépossédés du sens de leur travail, l'entreprise ne leur demande plus d'exercer leur intelligence, mais d'exécuter un boulot de mort. Un travail de plus en plus désordonné, passant d'une tâche à une autre, ils ont le sentiment de ne plus pouvoir faire face. Ils n'ont pas de prise sur l'organisation du travail et prennent les cadences en pleine gueule!

Picotements dans les mains et les doigts mais aussi tendinites de l'épaule ou du coude entraînant la paralysie, les TMS (troubles musculo-squelettiques) dus à un travail répétitif explosent. Aussi dopés que des coureurs du tour de France, en pleine ascension de l'Alpe d'Huez, ils tournent aux antidépresseurs. Jour après jour, au boulot, ils sont plusieurs milliers de salariés à s'être résignés à l'inacceptable, espérant sauver leur peau, alors qu'ils seront broyés à leur tour. La catastrophe sévit et personne ne dit rien, le management actuel crée un tel sentiment de peur que l'on est tous paralysés.

Telle une ultime violence contre soi-même et en inflation galopante, ils sont aujourd'hui environ 300 par an à se suicider, s'offrant en sacrifice et en spectacle à leurs collègues... Un petit désastre portant la trace d'un isolement individuel, nous rendant tous vulnérables. Il faut vite retrouver le collectif pour mieux se défendre et ne pas accepter l'idée que les gens ont à s'adapter aux règles du jeu économique, quel qu'en soit le prix.

Thierry
Groupe de Rouen

1- *Journal d'un médecin du travail*, de Dorothée Ramaut. Le Cherche-Midi, 2006.

La révolution hongroise en 1956

Thierry

Groupe anarchiste de Marseille de la Fédération anarchiste

En Hongrie en 1956, il ne s'agissait ni d'anarchistes ni de fascistes. Mais d'ouvriers qui voulaient vivre libres.

CETTE RÉVOLUTION était une insurrection contre l'hégémonie de l'URSS représentée en Hongrie par la bureaucratie au pouvoir. Ce soulèvement « anti-communiste » a très vite été récupéré par l'extrême droite. Aussi n'est-il pas surprenant, aujourd'hui, lors du cinquantième anniversaire de cette insurrection, que les émeutes en Hongrie soient le fait, en grande partie, des militants d'extrême droite. Les démocrates ont souvent beau jeu de faire le parallèle entre toutes les organisations qui se battent contre le parlementarisme. Et ils mettent très vite dans le même sac les anarchistes et les fascistes. Seulement, une petite analyse des motivations de chacun leur permettrait de bien faire le distinguo et de comprendre que rien ne peut relier ces deux mouvements. Si les anarchistes veulent l'égalité sociale pour tous les individus et donc la liberté, les fascistes veulent l'ordre totalitaire grâce à une dictature.

En Hongrie en 1956, il ne s'agissait ni d'anarchistes ni de fascistes. Mais d'ouvriers qui voulaient vivre libres. Ils voulaient se débarrasser d'un autre totalitarisme, le communisme autoritaire.

Les staliniens ont, bien sûr, très longtemps nié cette révolution en la qualifiant de complot mené par des capitalistes. Mais voyons pourquoi nous pouvons vraiment parler d'un mouvement mené par les exploités.

Le 23 octobre 1956 débute l'insurrection. Le peu de temps où elle est en place voit les jeunes ouvriers armés des banlieues de Budapest conquérir la rue, la dissolution de l'armée hongroise, la grève générale dans tout le pays et la disparition de la machine étatique. Rapidement se mettent en place des conseils – dans chaque localité, entreprise, administration – qui s'emparent de la quasi-totalité des prérogatives publiques.

Le soulèvement

C'est le 22 octobre que débute l'agitation. Dans toutes les universités, des résolutions sont votées pour réclamer l'égalité entre la Hongrie et l'URSS, l'autonomie ouvrière et le retour de Imre Nagy[1] au gouvernement. Des échanges se font entre ouvriers et étudiants qui se retrouvent lors de la manifestation du 23 octobre rassemblant 100 à 150 mille manifestants. La statue de Staline est abattue. Une délégation se rend au Palais de la radio pour y lire les résolutions, mais la police politique, qui garde les lieux, tire sur la foule.

L'armée est appelée en renfort par le gouvernement, mais des unités passent du côté des manifestants ou se laissent désarmer. Pendant ce temps, des ouvriers vont récupérer des armes dans les usines d'armement et, dans Budapest, des combats ont lieu contre la police politique.

Dès le lendemain, Nagy devient chef du gouvernement, promulgue la loi martiale et appelle les Soviétiques en renfort. Dans les jours qui suivent, malgré les promesses de réformes des nouveaux dirigeants, les insurgés, qui continuent de se battre contre la police et, également désormais, contre les Soviétiques, tiennent les quartiers autour des casernes et dans les banlieues ouvrières.

Le 25 octobre les premiers conseils se mettent en place dans les usines.

Le 26 octobre le colonel Maleter[2], avec lui la caserne la plus importante de la ville, et le préfet de la police de Budapest passent du côté des insurgés ; les étudiants ont, alors, accès aux armes. Dans toutes les autres villes des délégués des conseils ouvriers, des représentants de l'armée et des paysans prennent le pouvoir par l'intermédiaire des comités révolutionnaires. Non seulement ils désarment la police politique, mais en plus ils prennent deux radios importantes.

Le départ des Soviétiques de Budapest est-il une victoire ?

Le gouvernement Nagy ne peut rien faire pour arrêter la vague libératrice. Sans cesse des délégations des différents comités révolutionnaires et des conseils sont envoyées auprès du gouvernement. Un gouvernement national avec les anciens des partis démocratiques est formé par Nagy. Ce dernier admet enfin le 28 octobre que le mouvement n'est pas contre révolutionnaire, ce qui fait partir les Soviétiques de Budapest. Nagy veut, cependant, contrôler les insurgés en créant la garde nationale.

L'ensemble des conseils révolutionnaires affirment leur soutien au gouvernement Nagy malgré son appel aux Soviétiques (qu'il nie !).

La radio Europe libre, radio de propagande américaine, s'efforce de jeter le discrédit sur le soulèvement et radio Moscou annonce que l'URSS est prête à négocier le retrait des troupes soviétiques de Hongrie.

À Gyor se constitue le Conseil national de Transdunabie qui s'appuie sur les conseils ouvriers et qui tente d'étendre le mouvement aux pays limitrophes. Mais les troupes soviétiques ne cessent d'affluer en Hongrie. Nagy se plaint alors auprès de l'ONU et déclare la neutralité de la Hongrie le 1er novembre. Ce même jour le Parti socialiste hongrois (parti de Nagy) est formé.

Le conseil révolutionnaire de Borsad-Miskole réclame, le 2 novembre, la constitution d'un conseil révolutionnaire national qui serait constitué par les conseils révolutionnaires et les conseils ouvriers, et ceci afin de remplacer le Parlement.

Entre répression en grève générale

Le 3 novembre, les Soviétiques tendent un piège à Maleter et aux chefs militaires des insurgés. Ces derniers, invités à venir négocier le départ des troupes soviétiques, sont arrêtés. C'est le lendemain, le 4 novembre, que les Soviétiques attaquent Budapest et que Kadar[3], jusqu'à présent dans l'ombre de Nagy, annonce avoir pris la tête d'un gouvernement ouvrier et paysan soutenu par les Soviétiques. Il proclame ne vouloir donner aux conseils ouvriers qu'un pouvoir économique. Nagy, lui, se réfugie à l'ambassade yougoslave.

La grève générale est totale dans le pays et pendant près de dix jours, jusqu'au 14 novembre, les combats reprennent entre insurgés et Soviétiques. Les derniers bastions de résistance se trouvent chez les mineurs de Pecs et dans des quartiers ouvriers, comme celui de Csepel à Budapest.

Le président du conseil ouvrier central du grand Budapest (ensemble de l'agglomération), constitué le 14 novembre, est reçu par Kadar et décide la reprise du travail, à Budapest, devant la situation catastrophique de cette ville. Pour les ouvriers, il s'agit là d'une reconnaissance du gouvernement par le président du conseil ouvrier: mécontents, ils le démettent de ses fonctions.

Alors que la province continue la grève, les Soviétiques organisent la répression, déportent vers l'URSS, et la police politique s'affronte aux conseils révolutionnaires en province.

Afin de constituer un conseil ouvrier national, tous les délégués des conseils de province sont convoqués. Le jour de cette réunion, le 21 novembre, l'armée soviétique est présente mais ne peut pas empêcher une partie des délégués de se réunir. Il est décidé qu'une liaison permanente soit établie entre le conseil du grand Budapest et les conseils de province. Mais cette décision ne se fait pas sans mal: il y a de sérieux affrontements entre les délégués de province et ceux du grand Budapest. Ces derniers se voient reprocher le fait d'avoir repris le travail.

La fin du soulèvement des exploités

Le 23 novembre alors que pour fêter l'anniversaire de l'insurrection le conseil central décide que, pendant une heure, personne ne doit sortir dans les rues de Budapest, les troupes soviétiques, elles, se déploient.

La répression continue de s'abattre et le numéro un de la « ligue des socialistes hongrois » est arrêté alors que les président et vice-président du conseil ouvrier central du grand Budapest sont obligés de se réfugier dans leur usine afin d'éviter de se faire arrêter à leur tour. Malgré une protection des ouvriers, un grand nombre de membres des conseils ouvriers sont arrêtés.

Le 9 décembre, une grève générale est décidée mais le gouvernement ordonne la dissolution du conseil du grand Budapest. Deux jours plus tard c'est la grève générale et l'arrestation du président et du vice-président pris, là aussi, dans un piège. En effet, ces derniers, convoqués par le chef du gouvernement pro-soviétiques, sont arrêtés au Parlement. Si le 13 décembre certaines provinces poursuivent leur grève en soutien aux arrêtés, le gouvernement reprend la main sur le pays, aidé en cela par les Soviétiques. De nombreux délégués aux conseils ouvriers sont arrêtés. Les premières condamnations à mort débutent le 17 décembre.

Début 1957, les ouvriers du quartier ouvrier de Budapest se mettent en grève, la police intervient (un mort) et les chars soviétiques entourent le quartier. Fin 1957, les derniers conseils ouvriers sont dissous et dénoncés par le parti comme étant une « création contre-révolutionnaire ».

Voilà ce que fut la révolte hongroise en cette année 1956. Un formidable élan de libération de la part de tous les exploités contre un totalitarisme soviétiques et l'État hongrois à ses ordres. Afin de rendre compte vraiment de ce qu'ont pu vivre les Hongrois et les Hongroises à travers les différents conseils, il faudrait rentrer un peu plus dans les détails de cette histoire; pour cela, il existe des livres difficiles à trouver aujourd'hui, mais que l'on peut consulter au Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA) de Marseille ou de Lausanne.

PS: je tiens à préciser que je me suis largement inspiré de la chronique des événements de 1956 parue dans la revue lyonnaise: IRL – n° 13 – 1976 **T.**

---

1. Imre Nagy: adhérant au Parti communiste, il se charge de son organisation dans les campagnes. Il s'oppose à la direction du parti qui collectivise de force les paysans.

Appelé au pouvoir en 1953, il en est viré en 1955 car trop libéral. Le 24 octobre 1956, devant l'insurrection, le parti le rappelle. Mais très vite il va se rallier aux positions des conseils. Lorsque les Soviétiques écrasent le mouvement hongrois, il va être arrêté. Il sera fusillé en 1958.

2. Pal Maleter: communiste, il est en Hongrie pour organiser des unités de partisans. Colonel de chars, il passe du côté des insurgés et devient commandant en chef de la garde nationale. Arrêté par les Soviétiques alors qu'il négocié leur départ, il sera fusillé en 1958.

3. Kadar: anti-stalinien il reste cependant un champion de la discipline du parti. Il s'efface derrière Nagy pendant les événements, et saute sur l'occasion pour prendre le pouvoir dès qu'il apprend la seconde intervention soviétique.

Un formidable élan de libération de la part de tous les exploités contre un totalitarisme soviétique et l'État hongrois à ses ordres.

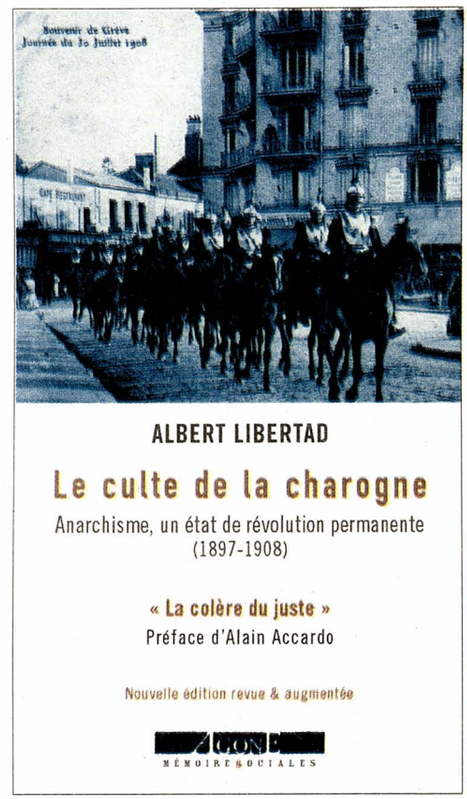
Libertad

« La révolte, c'est la vie »

Regardez-les passer eux ce sont les sauvages.
Ils vont où leur désir le veut par-dessus monts,
Et bois et mers et vents, et loin des esclavages.
L'air qu'ils boivent ferait éclater vos poumons.

Jean Richepin

Les oiseaux de passage



François Roux

En rééditant les articles d'Albert Libertad parus dans la presse anarchiste entre 1897 et 1908, les Éditions Agone ne permettent pas seulement de redécouvrir un personnage hors du commun, au style flamboyant, et de lui rendre justice après un siècle d'oubli et de calomnies. Ses textes expriment le point de vue des anarchistes individualistes au moment où le mouvement libertaire se tournait vers le syndicalisme. Loin d'être datés, les termes du débat apparaissent étonnamment actuels[1].

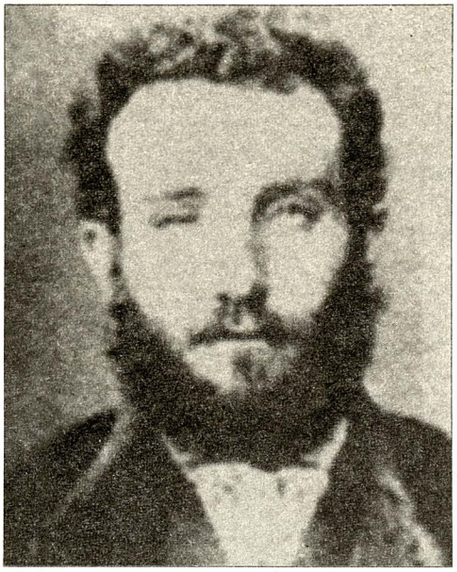
« Tu es toi-même ton bourreau. De quoi te plains-tu ? »

Pauvre, infirme, orphelin, Libertad aurait eu toutes les raisons de se plaindre de la vie. Lui, se plaindre ? Écoutez comment il consolait les victimes de l'ordre social :

« Tu te plains de la police, de l'armée, de la justice, des casernes, des prisons, des administrations, des lois, des ministres, du gouvernement, des financiers, des spéculateurs, des fonctionnaires, des patrons, des prêtres, des proprios, des salaires, des chômages, du Parlement, des impôts, des gabelous, des rentiers, de la cherté des vivres, des fermages et des loyers, des longues journées d'atelier et d'usine, de la maigre pitance, des privations sans nombre et de la masse infinie des iniquités sociales.

Tu te plains, mais tu veux le maintien du système où tu végètes. Tu te révoltes parfois, mais pour recommencer toujours.

[...] Pourquoi te courbes-tu, obéis-tu, sers-tu ? Pourquoi es-tu l'inférieur, l'humilié, l'offensé, le serviteur, l'esclave ?



Albert Joseph dit Libertad

Estropié, boiteux, Libertad manifestait sans cesse. Vêtu de sa longue blouse noire de typographe, cheveux au vent, on le voyait partout où ça chauffait.

Tu élabores tout et tu ne possèdes rien? Tout est par toi et tu n'es rien.

Je me trompe. Tu es l'électeur, le votard, celui qui accepte ce qui est; celui qui, par le bulletin de vote, sanctionne toutes ses misères, [...] consacre toutes ses servitudes. Tu es le volontaire valet, le domestique aimable, le laquais, le larbin, le chien léchant le fouet, rampant devant la poigne du maître. Tu es le sergot, le geôlier et le mouchard. Tu es le bon soldat, le portier modèle, le locataire bénévole. Tu es l'employé fidèle, le serviteur dévoué, le paysan sobre, l'ouvrier résigné de ton propre esclavage. Tu es toi-même ton bourreau. De quoi te plains-tu? »

Dès son arrivée à Paris, en 1897, Libertad, de son vrai nom Albert Joseph, s'était immédiatement imposé dans le mouvement anarchiste par sa verve, sa plume, sa passion intransigeante et son tempérament bagarreur.

En décembre 1902, il prend part à la fondation de la Ligue antimilitariste. Au congrès antimilitariste organisé à Amsterdam en juin 1904, auquel la Ligue participe, les délégués tergiversent: ils voudraient soutenir les déserteurs sans toutefois appeler à la désertion. Libertad claque la porte, furieux.

Aux assemblées de congressistes il préfère celles du peuple. Depuis 1902, il anime les « Causeries populaires » au Nid rouge, situé sur le sommet de la butte Montmartre. On se presse aux réunions et aux bals organisés le dimanche. Libertad, note la police, est « le roi du quartier ». « Violent et magnétique, il devint l'âme d'un mouvement d'un dynamisme extraordinaire[2] ».

Dégoûtés « d'une certaine doctrine académique très assagie dont Jean Grave était le pontife aux *Temps nouveaux*[3] », de nombreux compagnons, parmi lesquels Victor Serge et sa compagne Rirette Maîtrejean, sont attirés par ce révolté qui aime « la rue, la foule, les chahuts, les idées, les femmes[4] », vit en ménage avec deux sœurs, refuse d'inscrire ses enfants à l'État civil, collectionne les arrestations, les condamnations, et court à toutes béquilles porter la contradiction dans les réunions des « jobards » socialistes.

« Estropié, boiteux, Libertad manifestait sans cesse. Vêtu de sa longue blouse noire de typographe, cheveux au vent, on le voyait partout où ça chauffait. Et quelle voix, mes amis! C'était un chef!

Que de fois l'ai-je vu, adossé à un mur, maniant ses béquilles comme des massues, faire des moulinets terribles. Il faisait le vide autour de lui. À ces moments, il était vraiment beau[5]. »

Avec ceux qui l'ont rejoint, Roulot dit Lorulot, Juin dit E. Armand, Vandamme dit Mauricius, Paraf-Javal, Kibaltchiche, alias Victor Serge, les deux sœurs Mahé, Anna et Armandine, avec lesquelles il vit, Jeanne Morand et Rirette Maîtrejean, Libertad lance, le 13 avril 1905, le premier numéro de *l'Anarchie*, hebdomadaire individualiste[6]. C'est un brûlot. Sa doctrine: « Ne pas attendre la révolution. Les prometteurs de révolution sont des farceurs comme les autres. Fais ta révolution toi-même. Être des hommes libres, vivre en camaraderie. [...] et que crève le vieux monde[7]. »

L'Anarchie attaque toutes les institutions, prône l'illégalisme et vitupère inlassablement l'esprit de résignation et de compromis.

Mettre ses idées en pratique

Dans les premières années du XXe siècle, le mouvement libertaire se relève de la répression consécutive aux attentats individuels de 1892-1894. De nombreux compagnons se tournent vers l'action de masse au travers du syndicalisme, mais pour les anarchistes individualistes, les revendications détournent les ouvriers de la révolution et entérinent l'acceptation du capitalisme. Libertad tire à boulets rouges sur le « bétail syndical », sur les « pontifes de la CGT », dominée à l'époque par les libertaires, se moque de la commémoration du premier mai « 14 juillet de la classe ouvrière syndiquée », de « la manie ridicule des drapeaux », et prédit, au lendemain du Congrès d'Amiens[8]: « Les syndicats disciplineront plus fortement qu'elles ne l'ont jamais été les armées du travail et les feront, bon gré mal gré, de meilleures gardiennes encore du Capital. »

Libertad mourut le 12 novembre 1908, à l'âge de 33 ans, trop tôt pour assister à l'effondrement moral du mouvement ouvrier, et singulièrement des anarchistes partisans de l'action syndicale, lors de la mobilisation d'août 1914: au premier coup de clairon le Comité confédéral de la CGT, présidé par Léon Jouhaux[9], vota à l'unanimité contre la grève générale, tandis que les journalistes des *Temps nouveaux* s'engageaient comme un seul homme sous la bannière de l'Union sacrée.

Le courant individualiste de l'anarchisme français périclita rapidement après la mort de Libertad. L'équipée des « bandits tragiques[10] », dont on lui attribua la responsabilité morale, y contribua largement. Quant à l'indomptable estropié qui avait tant donné de coups de son vivant, il ne fut pas épargné après sa mort, y compris au sein du mouvement anarchiste où son vieil ennemi Jean Grave accrédita la rumeur qui en faisait un agent provocateur[11].

Provocateur, Libertad l'était sans aucun doute quand, pour réveiller le peuple, il lui criait des mots pleins de hargne: « Que crève le riche qui s'accapare une si large part du butin social! mais que crève surtout l'imbécile qui lui prépare sa pâtée. »

« Libertad ne se limitait pas à affirmer les principes anarchistes, mais s'efforçait de les mettre en pratique quotidiennement sans attendre la révolution. Pour lui, la révolution commençait dans la vie de tous les jours, tant dans la sphère privée que publique, en refusant d'accomplir, autant que possible, les gestes qui, d'une manière ou d'une autre, nous font les complices du système de domination et de

dépendance », souligne Gaetano Manfredonia dans sa postface. On ne saurait mieux expliquer pourquoi Libertad dérangeait tant, et dérange toujours.

« Par-dessus tous mes désirs... »

Comme d'habitude le travail d'édition réalisé par Agone fait honneur à l'œuvre publiée et à son auteur. Maquette, préface, avant-propos, appareil de notes, postface, glossaire, index, bibliographie, rien n'est omis pour mettre en valeur les textes et apporter au lecteur toutes les informations qu'il pourrait souhaiter.

On regrettera seulement que le titre rébarbatif du précédent éditeur (Galilée, 1976) ait été conservé pour ce recueil d'articles. Espérons que ce « Culte de la charogne » aux résonances morbides ne détournera pas le chaland de la prose vivifiante et chaleureuse de Libertad, cri de liberté, de colère, mais aussi d'amour :

« Résignés, regardez, je crache sur vos idoles, je crache sur Dieu, je crache sur la patrie, je crache sur le Christ, je crache sur les drapeaux, je crache sur le Capital et sur le veau d'or, je crache sur les lois et sur les codes, sur les symboles et les religions : ce sont des hochets, je m'en moque, je m'en ris... Ils ne sont rien que par vous, quittez-les et ils se brisent en miettes. Vous êtes donc une force, ô résignés, de ces forces qui s'ignorent mais qui n'en sont pas moins des forces, et je ne peux pas cracher sur vous, je ne peux que vous haïr... ou vous aimer.

Par-dessus tous mes désirs, j'ai celui de vous voir secouer votre résignation dans un réveil terrible de vie.

Il n'y a pas de paradis futur, il n'y a pas d'avenir, il n'y a que le présent.

Vivons nous ! La résignation, c'est la mort.

La révolte, c'est la vie... » **F. R.**

1- *Le culte de la charogne, Anarchisme, un état de révolution permanente* (1897-1908), Nouvelle édition revue et augmentée, Éditions Agone, collection Mémoires sociales, Marseille, 2006, 508 pages. 25 euros, Albert Libertad, « La colère du juste », préface d'Alain Accardo, « Libertad était un camarade », postface de Gaetano Manfredonia. Sans indication d'origine, toutes les citations sont tirées du même ouvrage.

2- Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire, 1901-1941*, Seuil, « Points/Politique », 1978, p 25.

3- Ibid.

4- Ibid.

5- Rirette Maîtrejean, *Souvenirs d'anarchie*, La Digitale, p 21.

6- La presse anarchiste comptait donc à l'époque trois hebdomadaires qui vendaient respectivement 5000 exemplaires pour *Les Temps Nouveaux* de Jean Grave, autant pour *Le Libertaire* de Sébastien Faure, et 3500 pour *l'Anarchie*. Leurs positions différaient notamment sur le syndicalisme : *Les Temps nouveaux* étaient tout à fait pour, *Le Libertaire* plutôt pour, et *l'Anarchie* résolument contre.

7- Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire, 1901-1941*, op. cit., p 25.

8- En octobre 1906, les délégués de la CGT réunis en congrès à Amiens adoptèrent la « charte » d'Amiens, texte de référence du syndicalisme révolutionnaire.

9- En 1901, Léon Jouhaux avait été condamné à trois mois de prison en même temps que Libertad pour avoir crié « À bas l'armée ! » à Noisy-le-Sec.

10- Du 21 décembre 1911 au 25 mars 1912, un groupe d'anarchistes appelé par la presse, « la bande à Bonnot » commet plusieurs vols et deux attaques à main armée, au cours desquelles deux employés sont tués. Deux policiers tombent également sous les balles des illégalistes en tentant de les arrêter et plusieurs autres sont blessés. Finalement Bonnot, Garnier et Valet (ainsi que le garagiste Dubois qui hébergeait Bonnot) trouvent la mort lors de leurs arrestations (entre le 30 mars et le 15 mai). Le procès des survivants a lieu en février 1913. Quatre d'entre eux sont condamnés à la guillotine (Monier, Soudy, Callemin, et Carouy qui se suicide le jour du verdict), les autres à des peines allant des travaux forcés à perpétuité à quelques mois de prison. Rirette Maîtrejean, directrice de *l'Anarchie* au cours de l'année 1911 et son ami Kilbatchine, en désaccord avec « l'illégalisme économique », mais auprès desquels les bandits en cavale ont plusieurs fois trouvé refuge (Callemin, dit Raymond-la-Science, Carouy, Garnier, Valet et Soudy avaient tous fréquenté *l'Anarchie* au cours de l'année 1911) sont jugés pour complicité. La première est acquittée et le second écope de cinq ans de réclusion.

L'ensemble de la presse anarchiste salua le courage des « bandits tragiques » mais condamna leurs actes.

11- On a la preuve aujourd'hui, par les archives de la police, que Libertad n'a jamais été un mouchard, ni un agent provocateur.

« Je crache sur vos idoles, je crache sur Dieu, je crache sur la patrie, je crache sur le Christ, je crache sur les drapeaux, je crache sur le Capital et sur le veau d'or, je crache sur les lois et sur les codes, sur les symboles et les religions. »

LE JOURNAL

Les Bandits tragiques devant les Assises de la Seine

C DES ACCUSÉS. — 1. Anna Maitrejean ; 2. Callemin, dit "Raymond la Science" ; 3. Kilbatchiche ; 4. Carouy ; 5. Monier, dit "Simenoff" ; 6. Meige ; 7. Dieudonné ; 8. Jourdan ; 9. Soudy ; 10. Barbe Le Clerch ; 11. Dettweiller ; 12. Gauzy ; 13. Reinert ; 14. Crozat de Fleury ; 15. Vidalenis, femme Salsofs ; 16. Belonie ; 17. Puyer ; 18. Rodrigues ; 19. de Boé ; 20. Bénard.

Jeanne Cherhal chanteuse solide

STAKHANOVISTE de la scène (200 concerts en deux ans!), ayant traîné ses couettes et son piano dans tout ce que l'Hexagone compte de salles avec tréteaux, Jeanne Cherhal signe, avec *L'eau*, son troisième album. Après un premier live, suite logique de ses prestations, puis un disque en studio (*Douze fois par an*), voilà le disque de la maturité. Étonnante maturité, pour une artiste n'ayant pas encore trente ans.

D'abord, c'est une voix, un timbre, reconnaissable entre tous, à la sensualité, la virtuosité rare. C'est ensuite un climat. Elle a patiemment bâti ce climat, propre à un album qu'elle voulait d'emblée « organique ». Aussi l'eau est omniprésente, et l'artiste prévient dans un de ses textes « je ne suis pas solide, je suis liquide ». Mais si l'élément liquide donne sa couleur à l'ensemble, Cherhal ne s'en attaque pas moins à des thèmes tels que l'excision (« On dirait que c'est normal »), le voile (« le Tissu »), ou encore la prison (« Frédéric »). Des textes en demi-teintes, servis par une atmosphère feutrée, jusqu'à ce qu'une phrase, un mot, vienne cogner au plus juste. C'est qu'elle ne craint pas de susciter un certain malaise, qualité qui contribue à la différencier définitivement des hérauts de la « nouvelle chanson française », les Delerm et autres Bénabar, interprètes du quotidien dans ce qu'il a de plus fadasse. C'est par facilité que les médias ont voulu la ranger dans cette catégorie, dont on comprend, à la première écoute, qu'elle déborde largement. La qualité des arrangements, la musicalité singulière de cet album, associées à des textes d'une belle créativité, font de Jeanne Cherhal une chanteuse à part, sans doute l'une de celles appelées à compter dans les années qui viennent. Ajoutez à cela que, de l'avis général, chacun de ses concerts s'apparente au passage d'une tornade brune, au marathon bourré d'énergie et d'humour, et vous comprendrez aisément l'urgence qu'il y a à se plonger dans cette « eau » -là.

> « On te dit fille tu es mûre
> Alors on va te purifier
> Ça alors tu étais impure
> Tu deviens glaise pétrifiée »
>
> *On dirait que c'est normal*

Rebecca
Groupe Louise-Michel

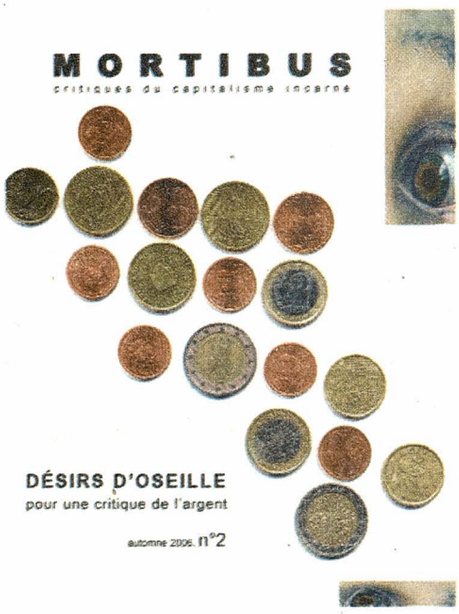
Jeanne Cherhal est en concert à Paris, au théâtre du Trianon, du 30 novembre au 3 décembre, puis en tournée dans toute la France jusqu'à fin avril.

Mortibus

LA REVUE SEMESTRIELLE *Mortibus* sort un deuxième numéro: « Désirs d'oseille. Pour une critique de l'argent ». Nous y trouvons des réflexions philosophiques (Philippe Riviale, Emmanuel Loi), sociologiques (Pierre Lantz, Stavros Tombazos), psychanalytiques (Gilles Dostaler et Bernard Maris, Luis de Miranda), littéraires (Jean-Paul Gavard-Perret, Tessa Dadoun) et économiques (Jean-Michel Servet) élégamment soutenues par des éclairages poétiques (notamment les poèmanalyses de Roger Dadoun) et des séries de dessins (Thierry Riffis, Franck Martin) sur l'argent comme « annexion du futur », sur l'argent « voleur de temps », bricoleur de désirs insatiables et à jamais inassouvis qui se placent dans le champ d'attraction de la pulsion de mort. En tout, une vingtaine de textes hétéroclites créant pourtant un bloc solide contre l'argent, la valeur marchande, leurs idéologies et leurs actions. Le constat est sans appel quant aux relations humaines surdéterminées par « l'oseille »: « Unis par l'argent en tant que séparés, les hommes ont Mammon pour divinité commune et l'intérêt personnel pour objectif pratique. [...] En traitant l'autre (intra-psychique et extra-psychique) comme de l'argent, on finit par le traiter comme de la merde. » Un dossier à lire absolument en ces temps où le silence sur l'argent est d'or!

Fabien Ollier

Mortibus. Critiques du capitalisme incarné, n° 2, « Désirs d'oseille », automne 2006, 308 pages, illustrées. Disponible à la librairie du Monde libertaire au 145, rue Amelot, 75011 Paris.
Contacts: Fabien Ollier, 5 place publique, 60420 Dompierre.
03 44 51 35 88. Site internet: http://mortibus.free-nux.org.
Courriel: fabien.ollier@wanadoo.fr



La classe ouvrière et la caméra

Que ce soit dans les salles obscures ou bien sur les étranges lucarnes, un constat – qui n'a certes pas le mérite de la nouveauté – s'impose, la classe ouvrière, à quelques notables et méritoires exceptions près, fait figure de parent pauvre du septième art.

Est-ce grave docteur ? Si vous interrogez de multiples légistes, ces derniers vous répondront pompeusement que l'acte de décès de la classe ouvrière a été signé depuis longtemps et qu'il n'y a point lieu d'essayer de redonner vie au cadavre.

On a beau être mithridatisés au poison du mensonge qu'il est quand même tentant de vouloir leur faire baisser leur… morgue.

Alors, comme les sciences du vivant nous parlent nous n'aurons aucun mal, sans être pourtant taxinomistes, à parler d'une espèce dont nous faisons partie qui s'appelle le prolétariat et de sa sous-famille… la classe ouvrière. Que notre corps d'appartenance ait subi des mutations au cours de l'histoire récente est indéniable, mais la caractéristique commune de chaque groupe qui compose le prolétariat, et le temps qui passe ne change rien à l'affaire, c'est d'être contraint de vendre sa force de travail pour vivre sinon de survivre.

Braquons la focale sur ce qui en sociologie peut être défini comme le groupe ouvrier, groupe en déclin numérique relatif mais qui a pour particularité fondamentale d'être chargé d'une énorme force symbolique tant sont nombreuses les constructions historiques qui s'y réfèrent dans l'ordre de la représentation.

N'oublions pas en effet que tous ceux qui se réclamaient du pays des soviets accordaient (enfin c'est ce qu'ils disaient) un rôle prééminent à la classe ouvrière – via la dictature du prolétariat, pour instaurer le communisme, forme de paradis terrestre. À ce titre les épigones de Marx furent particulièrement prolifiques dans la production d'images « pieuses ». On sait ce qu'il advint à partir du moment où le mur de Berlin fut détruit…

La classe ouvrière inspirait la crainte chez les exploiteurs de tout poil et leurs nombreux serviteurs ? Dorénavant elle ferait l'objet de railleries, sa déshérence étant acquise, estimèrent les mêmes. Puis, leur appétit pour l'ignominie ne faiblissant pas, ils dirent : pourquoi donc aller filmer la bête agonisante ? Tout aussi rapidement sa mort fut prononcée, et vient l'heure de sa mise en bière. Chaque clou du cercueil porterait un mot, restructurations, délocalisations, tertiarisation, précarisation… Tout coup de marteau célébrait avec une fureur hystérique autant les vertus du marché que celles de l'oubli.

Soudain comme il parut lointain le temps des groupes Medvedkine ou de Chris Marker !

Pourtant, alors que la classe ouvrière, chloroformée mais quand même bien vivante, était abandonnée par la cohorte de tous ses faux-amis, à partir des années quatre-vingt quelques esprits libres ricanèrent devant la fable au goût de cendre d'un Charon embarquant vers une nuit définitive des millions d'exploités.

Sans qu'ils soient classés par ordre d'apparition à l'écran, et pour les seules années à la charnière des XXe et XXIe siècles, ces courageux autant qu'inspirés cinéastes se comportèrent en passeurs d'une mémoire vivante augmentée de leur art.

Citons-en quelques-uns : Jean-Michel Carré *Charbons ardents*, *J'ai mal au travail*, Jocelyne Lemaire-Darnaud *Paroles de bibs*, Marcel Trillat *300 jours de colère*, *Les Prolos*, *Femmes précaires*, Jean-Louis Comolli *Jours de grève à Paris Nord*, Gérard Vidal *Chers camarades*, Dominique Cabrera *Nadia et les hippopotames*, Marie-Pierre Bretas, Raphaël Girard et Laurent Salters *Mon travail c'est capital*, Pierre Carles, Christophe Coello, Stéphane Goxe *Danger travail*, etc.

L'angle mériterait d'être élargi encore à d'autres réalisateurs français ou étrangers (K. Loach, F. Solanas, etc.) mais cet article est un moyen métrage !

La capacité des travailleurs à prendre en main leur propre sort d'une manière autonome passe par un préalable obligé, la réappropriation de leur histoire et de leur parole tant celles-ci leur ont été régulièrement confisquées. Affirmer parallèlement et conjointement que le simple fait de filmer la classe ouvrière en tant qu'acteur-sujet serait le sésame qui va lui ouvrir des avenirs radieux (merci elle a déjà donné !) serait une ineptie totale.

Cependant, pour recouvrer une confiance ébranlée, pour dessiner collectivement d'autres futurs, nous savons que la réalisation ou le partage d'œuvres dont elle est le cœur sont de magnifiques et efficaces moyens et outils à utiliser sans retenue.

Pour illustrer ce qui précède, le cinéaste Rémy Ricordeau, d'après le livre *Putain d'usine* de notre compagnon Jean-Pierre Levaray, nous offre à voir une pépite noire constellée d'éclats de sang. Sachons bien l'observer, cela renforcera notre volonté d'arracher à la sinistre mine de l'exploitation de l'homme par l'homme d'autres pierres aux couleurs de sombres vérités que nous devrons porter aux yeux du monde.

Sami Chemin
groupe Élisée-Reclus d'Ivry-sur-Seine

Projection du film de Rémy Ricordeau *Putain d'usine* d'après le livre de Jean-Pierre Levaray, suivie d'un débat, le mardi 5 décembre à 20 heures (ouverture des portes à 19h30), forum Léo Ferré, 11, rue Barbès, (face au vieux moulin) à Ivry-sur-Seine, Métro Porte-d'Ivry, entrée libre, bar et petite restauration possible.

Radio libertaire

Jeudi 30 novembre

Si vis pacem à 18 heures: Écrire aux prisonniers pour la paix.

Les enfants de Stonewall à 19 h 30: BodyFreaks « hors série » (5e jeudi) L'émission proposera une lecture collective du sondage réalisé par l'invité du jour, Nicolas, « artiste sondeur », qui a demandé à plusieurs dizaines de personnes quel était leur sexe, et pourquoi.

Entre chiens et loups à 20 h 30: Art & Anarchie. Invité: Mathias Imbert, avec sa contrebasse.

Vendredi 1er décembre

Koumbi à 10 heures: Une autre image de l'Afrique...

Place aux fous à 13 heures: Philosophie & musique. Disciplines de l'indiscipline. Invité: Jean-Pierre Caillet. Le 1er décembre, les Fous tiennent place forte et reçoivent Jean-Pierre Caillet, créateur d'une musique électronique, à la fois immobile et sans cesse mouvante, insaisissable et qui puise ses racines dans le concret, voire l'industriel, tout en se laissant parcourir de frissons poétiques qui peuvent évoquer ceux d'un Luc Ferrari.

Offensive à 21 heures: Résistances irakiennes. Présentation du livre *Résistances irakiennes: Contre l'occupation, l'islamisme et le capitalisme.* Avec Nicolas Dessaux, archéologue, président de l'association Solidarité Irak qui, depuis 2003, fait connaître et soutient les luttes féministes et sociales de l'Irak occupé.

Samedi 2 décembre

Chroniques rebelles à 13 h 30: Débats, dossiers, rencontres. Autour du livre *Terres d'écueils - Le droit d'asile BEN Alléné,* de Luiza Toscane, avec l'auteure.

Deux sous de scène à 15 h 30: Magazine de la chanson vivante. Un programme de chanson française concocté par Nicolas Choquet.

Tribuna latino-americana à 19 heures: Actualité politique de l'Amérique latine. Les mouvements sociaux indigènes et populaires en Équateur, face à l'élection d'un nouveau gouvernement, avec Marcelo Nowersztern de l'association Calpa, Nestor Vega, animateur de Tribuna, Sergio Cacéres, directeur de la revue *Juguete Rabioso.*

Dimanche 3 décembre

Folk à lier à 12 heures: Musiques traditionnelles. Choix de l'indicatif 2007; présentation du café associatif Le Moulin à Café, avec Claire (animé par Serge).

Chants/Contrechamps à 15 h 30: Cinéma d'auteurs, chansons à textes. Points de vue sur l'actualité cinématographique et musicale: l'essor de l'édition DVD et le déclin de l'industrie du disque (invités à confirmer), et panorama des films et spectacles à l'affiche ce mois-ci...

Le Mélange à 17 heures: L'émission de toutes les musiques. Un programme musical proposé par Michel Polizzi.

Échos et frémissements d'Irlande à 18 h 30: Musique irlandaise. Invité: Vincent Blin, qui parlera du fiddle (violon) en Irlande.

Désaxés à 20 h 30: Émission commune de cinéma. Les animateurs de *Désaxés, Chants / Contrechamps et Longtemps,* je me suis couché de bonne heure se retrouvent pour un plateau-débat autour de l'actualité des films.

Lundi 4 décembre

Les mangeux d'terre à 9 h 30: Émission écolo-libertaire. Empreinte écologique - l'écorégion: une stratégie de gestion des risques climatiques énergétiques et alimentaires. Intervention d'Emmanuel Bailly, ingénieur en environnement, au salon Marjolaine (Paris, novembre 2006).

Lundi matin à 11 heures: Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Laurent.

Ondes de choc à 16 heures: Magazine culturel. Marie Trintignant dit *L'enfant rebelle,* de Jean Genet; voix de Blaise Cendrars *Les pâques à New York,* poème chrétien ou, mieux encore, déchristianisé par le verbe (texte intégral par Vicki Messica), et revue de presse.

Ça urge au bout de la scène à 21 heures: Magazine de la chanson vivante. L'invitée des Bernard: France Léa (à confirmer).

Mardi 5 décembre

Pas de quartiers... à 18 heures: Émission aimablement destinée aux sujets qui fâchent et aux gens pas d'accord avec ce qu'on nous serine. L'équipe reçoit Marc Silberstein, responsable de collection chez Syllepses, pour nous présenter *Apologie du blasphème,* de Jean-Paul Gouteux. Marc en a écrit la préface... Tous à vos galènes!

Mercredi 6 décembre

Blues en liberté à 10 h 30: Émission musicale blues. Tournées et concerts.

Le manège à 14 heures: Littérature & cinéma. L'invitée littéraire: Fabienne Kanor pour *Humus* (collection Continents Noirs, Gallimard), par Boris Beyssi; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Traffic à 22 h 30: Musiques urbaines et libres propos. Le fanzine *New Wave* est né en 1980, suite à l'explosion punk. Il informe sur toute la scène mondiale, créative et indépendante, tant musicale que littéraire, graphique, filmique, etc. Treize numéros en 26 ans, on peut dire qu'ils y mettent le temps, raison de plus d'ouïr Patrice Herr Sang, venant présenter le n° 13, avec au sommaire Lydia Lunch, le festival Barricata, en texte et en images, et bien d'autres.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 30 novembre

Paris 11e

Manifestation dans le cadre de la journée de lutte contre le sida à 18h30, place de la Bastille.

Châlons-en-Champagne (51)

Dans le but de créer un groupe lié à la Fédération anarchiste à Châlons-en-Champagne, nous proposons aux libertaires de l'agglomération deux rendez-vous, le 25 et le 30 novembre 2006 à 18 heures, au café Le diplomate, place de la République, afin de pouvoir échanger, discuter et commencer à parler des éventuels projets à mener ensemble.

Vendredi 1er décembre

Elbeuf (76)

Diffusion du documentaire *Putain d'usine* d'après le livre de Jean-Pierre Levaray, à 19h30, au Cinéma Le Grand Mercure, 6, rue P.- Brossolette.

Paris 10e

Concert de Fred Alpi à 17 heures, à la librairie La Balustrade, 25, rue d'Alsace.

Chalon-sur-Saône (71)

Police d'hier et d'aujourd'hui, conférence-débat avec la participation de Maurice Rajsfus, organisée par le Groupe libertaire de Saône-et-Loire et le collectif la Vache noire, à 20 heures, salle citadelle, 21, rempart Saint-Vincent.

Paris 11e

Vernissage d'oeuvres d'André Robèr, à 18 heures, à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot.

Saint-Denis (93)

Le groupe Henry-Poulaille et la Société de défense des laïques organisent une réunion publique à la Bourse du Travail, 9, rue Génin à 19h30. (métro ligne 13, station Porte-de-Paris). Avec Jocelyn Bézecourt : « Dieu et la religion auxiliaires du maintien de l'ordre et de l'État », Bernard Touchais : « Les héritages culturels religieux et humanistes comportent-ils des valeurs universelles suffisantes pour être dignes de toute confiance ? » Modérateur : Marc Silberstein. Les débats seront enregistrés par Radio libertaire.

Samedi 2 décembre

Clermont-Ferrand

Soirée théatre avec le théatre du Spontané vers 21 heures, prix à débattre au Raymond's bar (espace autogéré), 77, avenue Édouard-Michelin.

Paris 18e

Les huit ans de bibliothèque La Rue, ça se fête ! À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abbesses.

Nîmes

Rassemblement à 14 heures, place Montcalm, pour la liberté de circulation et en solidarité avec les sans-papiers.

Paris 11e

Manifestation contre le chômage et la précarité, à 14 heures, place de la République.

Mâcon (71)

Police d'hier et d'aujourd'hui, conférence-débat avec la participation de Maurice Rajsfus, organisée par le groupe libertaire de Sâone-et-Loire et le collectif la Vache noire, à 15 heures, 25, rue Gambetta, salle 3.

Dimanche 3 décembre

Fécamp (76)

Diffusion du documentaire *Putain d'usine* d'après le livre de Jean-Pierre Levaray, à 16h45, au cinéma Le Grand Large, place Bellet.

Mardi 5 décembre

Yvetot (76)

Diffusion du documentaire *Putain d'usine* d'après le livre de Jean-Pierre Levaray, à 19h30, au cinéma Le Drakkar, 4, rue Maréchal-Leclerc.

Ivry-sur-Seine (94)

Projection du film *Putain d'usine* (documentaire, 52 minutes, adapté du livre de Jean-Pierre Levaray) à 20 heures, suivie d'une discussion avec le réalisateur, Rémy Ricordeau, au forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès (face au vieux moulin), métro Porte-d'Ivry ou Pierre-Curie. Bar et petite restauration possible.

Vendredi 8 décembre

Besançon (25)

Conférence-débat avec Jacques Lesage de La Haye, autour de son livre *La Mort de l'asile*, sur le mouvement antipsychiatrique, à 20h30, à la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Paris 20e

Débat sur le dernier livre d'Alain Bihr, *La Préhistoire du capital*, à 20h30, au 33, rue des Vignoles, métro Avron.

Samedi 9 décembre

Saint-Saens (76)

Diffusion du documentaire *Putain d'usine*, d'après le livre de Jean-Pierre Levaray, à 21 heures, au cinéma Théâtre, place Maintenon.

Saint-Brieuc (22)

De 15 heures à 18 heures, petite salle Robien. Fabrice, militant syndicaliste, nous présentera la Charte d'Amiens de 1906 et son actualité dans les luttes sociales et syndicales d'aujourd'hui, ainsi que des témoignages sur les grèves de 1936 et le camp de réfugiés espagnols sur Saint-Brieuc par un acteur direct de l'époque : Pierre Petit. Discussions autour des mouvements sociaux et des expériences anarchistes d'hier et d'aujourd'hui. Table de presse (livres, brochures anarchistes), Entrée libre. Organisé par le groupe Jean-Souvenance de la Fédération anarchiste, c/o CEL, 1, rue Yves-Creston, 22000 Saint-Brieuc.

Chambéry (73)

Projection d'une vidéo sur l'insurrection d'Oaxaca (16 minutes) suivi du documentaire *Vivre l'utopie* de Juan Gamero, F. Rios, Mariona Roca, Mitzi Kotnik sur les anarchistes et la révolution sociale de 1936 en Espagne, à 18 heures, à la salle Jean-Renoir, 50, rue Nicolas-Parent. Apéro, table de presse. Entrée gratuite. Pour nous contacter : FA73@nc-log.org

Vendredi 1er décembre
Paris 11e

Vernissage d'oeuvres d'André Robèr, à 18 heures, à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot.